

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Bevölkerung und Arbeit</b>
Schlagworte	<b>Fachkräftemangel, Migrationspolitik</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
www.anneepolitique.swiss

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Bernhard, Laurent  
Dubois, Frédéric  
Gerber, Jean-Frédéric  
Gianola, Giada  
Giger, Nathalie  
Hirter, Hans  
Porcellana, Diane  
Unbekannt, Autor

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Bernhard, Laurent; Dubois, Frédéric; Gerber, Jean-Frédéric;  
Gianola, Giada; Giger, Nathalie; Hirter, Hans; Porcellana, Diane; Unbekannt, Autor 2024.  
*Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bevölkerung und Arbeit,  
Fachkräftemangel, Migrationspolitik, 1980 – 2020.* Bern: Année Politique Suisse,  
Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen  
am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Sozialpolitik</b>	1
Bevölkerung und Arbeit	1
Arbeitsmarkt	1
Kollektive Arbeitsbeziehungen	19

# Abkürzungsverzeichnis

<b>AHV</b>	Alters- und Hinterlassenenversicherung
<b>EFTA</b>	Europäische Freihandelsassoziation
<b>SECO</b>	Staatssekretariat für Wirtschaft
<b>BFS</b>	Bundesamt für Statistik
<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>OECD</b>	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<b>ALV</b>	Arbeitslosenversicherung
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>IV</b>	Invalidenversicherung
<b>EDI</b>	Eidgenössisches Departement des Inneren
<b>EVD</b>	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
<b>EU-8</b>	Estland, Lettland, Litauen, Polen, Slowakei, Slowenien, Tschechische Republik, Ungarn
<b>SAKE</b>	Schweizerische Arbeitskräfteerhebung
<b>BIP</b>	Bruttoinlandsprodukt
<b>KMU</b>	Kleine und mittlere Unternehmen
<b>SGB</b>	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
<b>BV</b>	Bundesverfassung
<b>WBF</b>	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
<b>IAO</b>	Internationale Arbeitsorganisation
<b>EU-17</b>	Deutschland, Österreich, Italien, Griechenland, Spanien, Portugal, Frankreich, Belgien, Luxemburg, Niederlande, Großbritannien, Irland, Dänemark, Finnland, Schweden plus zwei zusätzliche Länder: Zypern und Malta, oder Norwegen und Schweiz
<b>AuG</b>	Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer
<b>EG</b>	Europäische Gemeinschaft
<b>ILO</b>	Internationale Arbeitsorganisation
<b>BIGA</b>	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
<b>RAV</b>	Regionale Arbeitsvermittlungszentren
<b>WBK-NR</b>	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
<b>AIG</b>	Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration
<b>FKI</b>	Fachkräfteinitiative
<hr/>	
<b>AVS</b>	Assurance-vieillesse et survivants
<b>AELE</b>	Association européenne de libre-échange
<b>SECO</b>	Secrétariat d'Etat à l'économie
<b>OFS</b>	Office fédéral de la statistique
<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>AC</b>	assurance-chômage
<b>UE</b>	Union européenne
<b>AI</b>	Assurance-invalidité
<b>DFI</b>	Département fédéral de l'intérieur
<b>DFE</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>UE-8</b>	Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie
<b>ESPA</b>	Enquête suisse sur la population active
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PME</b>	petites et moyennes entreprises
<b>USS</b>	Union syndicale suisse
<b>Cst</b>	Constitution fédérale
<b>DEFR</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>UE-17</b>	Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande et Suède plus deux pays supplémentaire: Chypre et Malte ou Norvège et Suisse

<b>LEtr</b>	Loi fédérale sur les étrangers
<b>CE</b>	Communauté européenne
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OFIAMT</b>	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
<b>ORP</b>	Offices régionaux de placement
<b>CSEC-CN</b>	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
<b>LEI</b>	Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration
<b>FKI</b>	Initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié

# Allgemeine Chronik

## Sozialpolitik

### Bevölkerung und Arbeit

#### Arbeitsmarkt

VOLKSINITIATIVE  
DATUM: 14.08.1980  
JEAN-FRÉDÉRIC GERBER

**Bearbeitet** L'évolution plus favorable du marché du travail et la volonté politique de remédier à certaines carences d'ordre sectoriel vont-elles être entravées par l'introduction toujours plus massive des technologies de pointe? Toujours est-il que plusieurs études tendent à montrer que la vague de rationalisation déclenchée par l'avènement de la **micro-électronique** risque de favoriser à nouveau l'éclosion du spectre du **chômage**. Si l'industrie paraît la mieux armée en raison de sa productivité traditionnellement meilleure, bien que là aussi des réductions de personnel sont à envisager, en revanche, le secteur des services est de loin le plus vulnérable.

Les griefs et les craintes exprimés à l'encontre de cette explosion électronique doivent être inscrits dans le contexte de la crise de l'emploi que connaissent pratiquement tous les pays industrialisés. Cette importante question préoccupe depuis quelques années déjà les milieux syndicaux (en 1978 et 1979).

Elle figurait au centre des débats du dernier Congrès de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH). Les délégués ont exigé à cette occasion que l'on institue des commissions technologiques paritaires chargées d'étudier toutes les répercussions possibles de l'électronique sur les conditions de travail.

Enfin, l'**initiative populaire «Un emploi pour tous»**, lancée en février 1979 par l'extrême gauche (Cf. ici et ici), n'a pas obtenu le nombre de signatures nécessaires pour être validée.<sup>1</sup>

ANDERES  
DATUM: 31.12.1985  
FRÉDÉRIC DUBOIS

**L'emploi global a connu une croissance qui est allée en se renforçant au courant de l'année.** Malgré la reprise conjoncturelle amorcée depuis déjà trois ans, le marché du travail n'a pas encore rejoint le niveau d'emploi atteint avant la dernière récession et ce, en partie en raison d'une rationalisation toujours plus grande réalisée par les entreprises. Après des progressions de 100 pour cent en 1983 et de 25.8 pour cent en 1984, le nombre moyen des chômeurs (complets et partiels) a diminué de 13.8 pour cent passant de 35'185 à 30'345. Le total des personnes partiellement sans emploi s'est accru de 197 unités passant à 3'321. Le nombre des chômeurs complets a donc nettement diminué, passant de 32'061 en 1984 à 27'024 en moyenne sur l'année. L'amélioration du marché du travail s'est également traduite par la hausse des offres d'emploi. Si le taux de chômage calculé pour l'ensemble de la Suisse reste, avec 1.0 pour cent (1984: 1.1%), considérablement bas comparativement aux autres pays de l'OCDE, les disparités entre cantons sont cependant assez fortes. Ainsi, des cantons frontaliers comme Bâle-Ville (2.7%) et le Tessin (2.1 %) ou les cantons de l'arc horloger tels Neuchâtel (1.9%) et le Jura (2.1%) connaissent des taux de chômage sensiblement plus élevés que la moyenne helvétique. Par groupes de professions, on a compté le plus grand nombre de chômeurs dans l'administration et les bureaux, dans l'hôtellerie, la restauration et l'économie domestique, dans l'industrie des métaux et des machines et dans les professions de la vente.

Alors que 1984 avait été marquée par la mise en place du nouveau régime de l'assurance-chômage, il s'est agi cette fois **de modifier l'ordonnance et d'organiser des cours d'instruction pour faire connaître ces modifications.** Après avoir été soumise à la procédure de consultation, cette révision a été arrêtée par le Conseil fédéral et est entrée en vigueur au début du mois de juillet. Du point de vue des indemnités de chômage, les modifications ont porté entre autres sur le délai d'attente usuel dans certaines professions, avec des adoucissements relatifs aux exigences imposées. En outre, le contrôle obligatoire a été quelque peu assoupli. En matière de conversion du gain mensuel en gain journalier, un nouveau facteur plus favorable au chômeur a été fixé. La liste des branches d'activité ayant droit à une indemnité en cas d'intempéries a quant à elle été étendue aux scieries et entreprises de transport travaillant dans le secteur de la construction. Cet assouplissement dans l'application de l'assurance-chômage s'est également fait sentir aux Chambres fédérales. Ainsi, le Conseil national a adopté un postulat de Françoise Pitteloud (ps, VD) (Po. 85.376) invitant le Conseil fédéral à améliorer les statistiques en matière de chômage, notamment en ce qui concerne les chômeurs ayant épuisé leur droit à l'assurance. Le Conseil des Etats a

adopté, pour sa part, un postulat de Camillo Jelmini (pdc, TI) (Po. 85.348) allant dans le même sens et invitant le Conseil fédéral à présenter un rapport écrit, notamment sur la possibilité de renforcer la responsabilité de la Confédération en matière d'assistance aux chômeurs ayant épuisé tout droit aux prestations de l'assurance-chômage.<sup>2</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.1988  
AUTOR UNBEKANNT

En 1988, le **nombre des personnes occupées** a augmenté globalement de 1.2 pourcent par rapport à l'année précédente. Cela signifie que 37'000 nouveaux postes de travail ont été créés. Amorcée il y a quelques années déjà, la tendance à l'accroissement de la demande d'emplois à temps partiel s'est confirmée. Si en 1982 seuls 12.5 pourcent des salariés travaillaient à temps partiel, ce taux s'est élevé à 16.1 pourcent en 1988. La part des personnes engagées selon ce mode de travail dépend fortement du type d'activité économique, s'échelonnant entre 2.6 pourcent dans le secteur de la construction et 44.1 pourcent dans celui de l'enseignement et de la recherche. Si le travail à temps partiel semble bénéficier actuellement d'un certain intérêt auprès de la population active, il présente néanmoins une insécurité matérielle plus grande et offre des conditions de travail moins satisfaisantes qu'un emploi à temps complet.<sup>3</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.1989  
MARIANNE BENTELI

Der Arbeitsmarkt war denn auch weiterhin von einem **verstärkten Arbeitskräftemangel** geprägt. Die Arbeitslosenquote sank von 0.7 Prozent Ende 1988 auf einen Tiefstwert von 0.5 Prozent im Juni, auf dem sie bis November verharrte, und betrug im Jahresmittel 0.6 Prozent. Die Zahl der wegen Kurzarbeit ausgefallenen Arbeitsstunden verringerte sich ebenfalls massiv. Die amtlichen Statistiken weisen die Arbeitslosenquote an einem bestimmten Stichtag aus; eine Untersuchung der Universität Basel, zeigte, dass in den Jahren 1985 und 1986, in denen die offizielle Arbeitslosenquote bei 1.0 bzw. 0.9 Prozent lag, über fünf Prozent der Bevölkerung mindestens einmal von Arbeitslosigkeit betroffen waren.

Damit dürfte – so Biga-Direktor Hug – eine Art Sockelwert erreicht sein, der sich auch bei weiterem Wirtschaftswachstum und anhaltend guter Konjunktur kaum mehr reduzieren lässt. Die Zahl der wegen Kurzarbeit ausgefallenen Arbeitsstunden verringerte sich ebenfalls massiv.

Der Arbeitsmarkt war bei gut und sehr gut qualifizierten Berufsleuten besonders ausgetrocknet: im dritten Quartal meldeten 54 Prozent der Betriebe einen Mangel an gelernten, jedoch nur 18 Prozent einen solchen an ungelerten Arbeitskräften. Besonders stark unter Arbeitskräftemangel litten die Banken und die Betriebe der Maschinen-, Fahrzeug-, Elektro- und Elektronikbranche.<sup>4</sup>

**GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE**  
DATUM: 31.12.1989  
MARIANNE BENTELI

Stellvertretend für den Bundesrat setzte sich Biga-Direktor Klaus Hug klar für **drei Prioritäten in der Arbeitsmarktpolitik** ein: für eine vermehrte Förderung wiedereinstiegswilliger Frauen, für ein Umdenken in der Ausländerpolitik und für eine breit angelegte «Weiterbildungsoffensive», die dem Umstand Rechnung tragen soll, dass in der Wirtschaft eine Umstrukturierung im Gang ist, die in Richtung Verstärkung des Dienstleistungssektors und hochtechnisierter Arbeitsplätze geht – immerhin ist heute bereits jeder vierte Arbeitsplatz computergestützt. Brisant waren dabei in erster Linie die Äusserungen Hugs zur Ausländerpolitik, wo er zu einer kritischen Durchleuchtung derjenigen Branchen aufrief, deren Wertschöpfung pro Mitarbeiter unter dem schweizerischen Durchschnitt liegt. Es gehe nicht mehr an, meinte er, Strukturhaltung mit unqualifizierten ausländischen Arbeitskräften – in erster Linie Saisoniers – zu betreiben, während der Werk- und Denkplatz Schweiz, in dem eine Ausdehnung des Ausländerkontingents aus politischen Gründen nicht zur Diskussion stehen könne, auf hochqualifizierte ausländische Arbeitskräfte verzichten müsse.<sup>5</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.1990  
MARIANNE BENTELI

Bis weit in die erste Jahreshälfte 1990 war die Arbeitsmarktlage durch eine beträchtliche **Übernachfrage** nach Arbeitskräften charakterisiert, die sich in einem überdurchschnittlichen Beschäftigungswachstum – 1,7% gegenüber dem ersten Quartal 1989 – manifestierte. Die Nachfrage überstieg das inländische Arbeitsangebot bei weitem und konnte wie in den Vorjahren nur durch die Rekrutierung ausländischer Arbeitskräfte einigermaßen abgedeckt werden. Der Arbeitslosenbestand reduzierte sich auf ein äusserst tiefes Niveau und umfasste schliesslich zur Hauptsache nur mehr sehr schwer vermittelbare stellenlose Arbeitssuchende.

Die einsetzende konjunkturelle Verflachung widerspiegelte sich dann aber rasch in der

Entwicklung der Arbeitsnachfrage. **Seit dem zweiten Quartal schwächte sich das Wachstum der Beschäftigung wenn nicht deutlich, so doch sukzessive ab.** Im 4. Quartal war die Beschäftigung in der Industrie gar leicht rückläufig, während im Dienstleistungssektor eine gegenüber 1989 leicht verminderte Zunahme anhielt. Gleichzeitig beschleunigte sich der im April erstmals festgestellte Rückgang der Zahl der offenen Stellen auf das Jahresende hin.. Von der beschleunigten Zunahme der Arbeitslosigkeit waren vor allem die Westschweizer Kantone Genf, Wallis, Neuenburg, Waadt und etwas abgeschwächerter der Jura sowie der Kanton Tessin betroffen. <sup>6</sup>

**VERWALTUNGSAKT**  
DATUM: 01.07.1991  
MARIANNE BENTELI

Am 1. Juli trat das 1989 beschlossene neue Arbeitsvermittlungsgesetz in Kraft, dessen zentrales Anliegen die **Erfassung des Personalverleihs** ist. Temporärbeschäftigte sollen damit besser geschützt werden. Diese Form der privaten Arbeitsvermittlung wird künftig einer kantonalen Bewilligung unterstehen. <sup>7</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 05.09.1991  
MARIANNE BENTELI

**Mit Genugtuung nahm der Bundesrat zur Kenntnis, dass die Schweiz für ihre erfolgreiche Arbeitsmarktpolitik der letzten Jahrzehnte den deutschen Carl-Bertelsmann-Preis 1991 erhielt.** Er verdoppelte die Preissumme von 100 000 Mark (rund 85 000 Fr.) aus Bundesmitteln, um damit zwei Schweizer Projekte in der Tschechoslowakei zu unterstützen. <sup>8</sup>

**VERORDNUNG / EINFACHER  
BUNDESBESCHLUSS**  
DATUM: 24.10.1991  
MARIANNE BENTELI

Per 1. November machte der Bundesrat von seiner Kompetenz Gebrauch und **erhöhte für die Kantone Genf, Neuenburg und Tessin die Bezugsdauer der ungekürzten Arbeitslosentaggelder** von 85 auf 170 Tage. Mit über 3% lag die Arbeitslosigkeit in diesen Kantonen Ende September deutlich über dem gesamtschweizerischen Durchschnitt. Durch die Verlängerung der Bezugsdauer wird der Versicherungsschutz verbessert. Gleichzeitig erhalten die Behörden mehr Zeit, um geeignete Weiterbildungs- und Umschulungsmöglichkeiten bereitzustellen. <sup>9</sup>

**GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE**  
DATUM: 27.12.1991  
MARIANNE BENTELI

**Keine Partei verlangte im Berichtsjahr konkrete Beschäftigungsprogramme.** Im Parlament auf deren eventuelle Opportunität angesprochen, zeigte sich der Bundesrat betont optimistisch. Er gab seiner Hoffnung Ausdruck, dass die momentane Arbeitslosigkeit – seiner Meinung nach in erster Linie eine Folge der längst nötigen Strukturbereinigungen – im Frühjahr 1992 ihren Kulminationspunkt erreichen und weitgehend durch Kurzarbeit aufgefangen werde, zu deren sozialer Bewältigung das 1990 revidierte Gesetz über die Arbeitslosenversicherung beste Voraussetzungen biete. <sup>10</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.1991  
MARIANNE BENTELI

Die verschlechterte wirtschaftliche Lage zeigte rasch Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt. Während im ersten Quartal die Beschäftigung im Vergleich zum Vorjahr noch leicht anstieg und im zweiten Quartal stagnierte, setzte in der zweiten Jahreshälfte ein Rückgang ein, welcher im vierten Quartal -0,9% erreichte. Im Jahresmittel zählte man **0,3% weniger Beschäftigte** als im Vorjahr. Damit ging eine siebenjährige Wachstumsperiode zu Ende, während der rund 300 000 neue Arbeitsplätze geschaffen worden waren. Der Dienstleistungsbereich konnte zwar noch einen leichten Zuwachs der Beschäftigung verzeichnen, im 2. Sektor kam es jedoch zu einem Abbau von 1,9%. Am stärksten war dabei das Baugewerbe (-2,3%) betroffen, aber auch in der verarbeitenden Produktion (-1,7%) kam es zu einem spürbaren Rückgang der Beschäftigung. <sup>11</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.1991  
MARIANNE BENTELI

Die anhaltende Konjunkturschwäche führte dazu, dass im Oktober die **Arbeitslosenquote mit 45 692 Personen oder 1,5% der aktiven Bevölkerung** den höchsten Wert seit dem Zweiten Weltkrieg erreichte. Ende Jahr betrug die Zahlen gemäss Biga 58 580 Frauen und Männer oder 1,9%, was gegenüber dem Vorjahr (25 141 Personen oder 0,8%) einer Zunahme um 133% entspricht. Frauen und Ausländer waren überproportional von Arbeitslosigkeit betroffen. Praktisch sämtliche Kantone registrierten eine Erhöhung der Arbeitslosenzahlen. Allerdings verzeichneten jene Kantone in der West- und Südschweiz (Genf, Neuenburg, Tessin) einen besonders ausgeprägten Anstieg, die bereits früher überdurchschnittlich hohe Arbeitslosenquoten



kannten. Unter dem Durchschnitt lag die Arbeitslosigkeit weiterhin in der Inner- und Ostschweiz, aber auch Bern und Zürich wiesen noch relativ günstige Werte aus.<sup>12</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 20.01.1992  
MARIANNE BENTELI

Der Arbeitsmarkt reagierte weiterhin heftig auf den Konjunkturreinbruch. Die **Zahl der Beschäftigten** ging in allen vier Quartalen gegenüber dem Vorjahresstand zurück und **verringerte sich im Jahresmittel um 2,6%**. Während der Stellenabbau im industriellen Sektor (-4,6%) bereits im Vorjahr eingesetzt hatte, verzeichneten neu auch die Dienstleistungsbetriebe einen leichten Einbruch (-1,4%). Mit Ausnahme von Uri, Nidwalden und Glarus registrierten alle Kantone einen Beschäftigungsrückgang. Zu Ende des Berichtsjahres waren in der Schweiz **129 643 Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer arbeitslos**, was einer Quote von 3,7% der erwerbstätigen Bevölkerung entspricht.

**Am stärksten von der Arbeitslosigkeit betroffen** waren die **Berufstätigen unter 30 Jahren**, die **Frauen** und die **Ausländer**. Im Jahresmittel waren 92 308 Personen (2,6%) ohne Stelle, verglichen mit 39 222 Arbeitslosen (1,1%) im Vorjahr. Markant war die Verlagerung in den Regionen: Zwar blieben Genf (5,4%), Tessin (5,3%) sowie Waadt und Neuenburg (je 5,0%) an der Spitze, doch wies die Deutschschweiz beinahe eine Verdreifachung der Arbeitslosenzahl aus, während das Tessin und die Romandie eine Verdoppelung hinnehmen mussten. Gemäss den Angaben des Biga betrifft die Arbeitslosigkeit nicht nur Ungelernte, sondern vermehrt auch Fachkräfte und Kaderleute. Für junge Berufsleute gestaltet sich die Stellensuche am schwierigsten: Im Dezember erreichte die Arbeitslosenquote bei den 20- bis 24jährigen 6,4% und bei den 25- bis 29jährigen 6,6%. Markant zugenommen auf rund 10% haben im Berichtsjahr auch die Langzeitarbeitslosen, von denen fast ein Viertel über 50 Jahre alt war.<sup>13</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 04.02.1992  
MARIANNE BENTELI

1991 fielen im Jahresmittel 853 331 Stunden monatlich wegen **Kurzarbeit** aus. 20 269 Personen in 646 Betrieben waren davon betroffen. Diese Zahlen liegen weit über den Werten von 1989 (35 057) und 1990 (43 796), aber immer noch klar unter dem Jahresergebnis von 1983 mit rund 1,8 Mio Ausfallstunden.<sup>14</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 26.02.1992  
MARIANNE BENTELI

Die effektive Arbeitslosigkeit ist noch um einiges höher als vom Biga angegeben. Ende Februar 1992 veröffentlichte das Bundesamt für Statistik (BfS) erstmals eine eigene Erhebung über die Erwerbslosigkeit in der Schweiz. Nach dieser Studie, die sich auf eine **repräsentative Umfrage** abstützt, dürfte die Zahl der Stellensuchenden Ende Jahr bei rund 3% gelegen haben. Das BIS wandte eine von der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) empfohlene, erweiterte Definition der Arbeitslosigkeit an, begnügte sich also nicht damit, wie dies das Biga seit 1936 tut, die Bezüger von Arbeitslosengeldern sowie die bei den Arbeitsämtern gemeldeten Stellensuchenden zu registrieren, sondern zählte auch all jene mit, welche arbeitswillig sind (z.B. ausgesteuerte Arbeitslose, Frühpensionierte, Hausfrauen mit Wiedereinstiegswunsch oder Jugendliche nach Abschluss ihrer Lehrzeit), die aber den beruflichen Anschluss nicht finden. Zieht man diese "stille Reserve" mit in Betracht, befand sich die Schweiz 1991 zwar immer noch unter den Industrienationen mit der geringsten Arbeitslosigkeit, näherte sich aber doch schon dem Mittelfeld.<sup>15</sup>

INTERPELLATION / ANFRAGE  
DATUM: 20.03.1992  
MARIANNE BENTELI

Auch im **Parlament** führte die Problematik der Arbeitslosigkeit zu zahlreichen Vorstössen und **ausführlichen Debatten**. In der Frühjahrsession behandelte der Nationalrat dringliche Interpellationen der Fraktionen der SP (92.3014), der CVP (92.3057) und der Grünen (92.3061) zur Wirtschaftslage. Anders als noch im Vorjahr verlangte die SP nun vom Bund Investitionsprogramme zur Förderung der Bauwirtschaft, verzichtete aber noch auf die Forderung nach einem umfassenden Konjunkturförderungsprogramm. Auch die CVP sprach sich für eine Stützung des Baugewerbes durch Wohnbauprogramme aus, ebenso wie die Grünen, welche zudem postulierten, die Förderungsmassnahmen müssten unbedingt ökologischen Kriterien genügen.

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 07.09.1992  
MARIANNE BENTELI

Unerwähnt blieb in diesem Zusammenhang, dass der Bundesrat im Laufe des Sommers einen **Vorentwurf für ein Bundesgesetz über die Arbeitslosenhilfe in die Vernehmlassung geschickt** und dabei wenig Zustimmung gefunden hatte. Gemäss seinen Vorstellungen sollte es in Regionen mit besonders hoher und anhaltender Arbeitslosigkeit möglich sein, nach Ausschöpfung der Taggelder während weiteren 200 Tagen Arbeitslosenhilfe zu beziehen. Die Höhe dieser zusätzlichen Unterstützung (mindestens 50% des zuletzt bezogenen Taggeldes), die Form der Finanzierung (je hälftig über die Arbeitslosenversicherung und die Kantone) und die regionale Differenzierung gaben vor allem Anlass zu teilweise heftiger Kritik am bundesrätlichen Vorschlag. Die Landesregierung beschloss schliesslich, dem Problem der Langzeitarbeitslosigkeit vorerst über einen dringlichen Bundesbeschluss zum Ausbau der Leistungen der Arbeitslosenversicherung zu begegnen.<sup>16</sup>

**GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE**  
DATUM: 11.09.1992  
MARIANNE BENTELI

Biga-Direktor Nordmann meinte dazu, **trotz gegenteiligem Eindruck in der Bevölkerung sei die Konjunktur eigentlich besser als ihr Ruf**. In der Rezession der siebziger Jahre seien allein 1975 in der Schweiz 300 000 Arbeitsplätze abgebaut worden, 1992 mit 120 000 also vergleichsweise viel weniger. Die Wirtschaftslage werde heute jedoch als schlechter empfunden, weil die Zahl der Arbeitslosen viel höher sei: rund 10 000 im Jahr 1975, knapp 1 30 000 heute. Der Biga-Chef ortete verschiedene Gründe für diese Entwicklung. Die obligatorische Arbeitslosenversicherung bestehe erst seit 1977; dank guten Leistungen liessen sich Arbeitslose heute eher registrieren als früher. Ein grosser Teil der Stellenverluste sei damals im Gegensatz zu heute auf Ausländer entfallen, die dann die Schweiz verlassen hätten. Anders als in den siebziger Jahren zögen sich die Frauen zudem nicht mehr automatisch aus dem Erwerbsleben zurück.<sup>17</sup>

**MOTION**  
DATUM: 09.10.1992  
MARIANNE BENTELI

**Mit einer Motion wollte Nationalrat Vollmer (sp, BE) den Bundesrat beauftragen, die statistische Erhebung über die Erwerbstätigkeit und die Erwerbslosigkeit aussagekräftiger zu machen und Daten bereitzustellen, die international vergleichbar sind.** Der Bundesrat erinnerte daran, dass 1991 mit SAKE erstmals eine Stichprobenerhebung nach den Standards von IAO, OECD und EG durchgeführt worden war. Die in der Motion geforderte vierteljährliche Erhebung dieser Daten dürfte sich in den neunziger Jahren europaweit durchsetzen. Sie wirft momentan jedoch noch eine Reihe von konzeptionellen, finanziellen und personellen Fragen auf, weshalb der Bundesrat mit Erfolg Umwandlung in ein Postulat beantragte.<sup>18</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 31.12.1992  
MARIANNE BENTELI

**In seiner ausführlichen Stellungnahme bekräftigte der Bundesrat seine Überzeugung, dass im jetzigen Zeitpunkt die Lancierung von Beschäftigungsprogrammen wenig zweckdienlich sei.** Im Vordergrund müssten vielmehr eine Verbesserung der Arbeitslosenversicherung und die Schaffung günstiger Rahmenbedingungen für die Wirtschaft stehen. Er verwies auf die Bedeutung der Aus- und Weiterbildung als präventive Massnahme und rief in Erinnerung, dass der Bund seit anfangs Jahr die Durchführungskosten von Umschulungs- und Weiterbildungskosten vollumfänglich übernimmt. Im Falle weiter zunehmender Langzeitarbeitslosigkeit erklärte er sich bereit, auf der Grundlage eines Rahmengesetzes die Einführung einer gesamtschweizerischen Arbeitslosenhilfe prüfen zu wollen. Die Sprecher der SP und der CVP zeigten sich von den Ausführungen des Bundesrates teilweise befriedigt, vertraten aber die Meinung, eine an die Ausrichtung der Arbeitslosenversicherungstaggelder anschliessende Arbeitslosenhilfe sollte nicht nur geprüft, sondern deren Ausarbeitung bereits jetzt zügig vorangetrieben werden.<sup>19</sup>

**MOTION**  
DATUM: 31.12.1992  
MARIANNE BENTELI

**Verbesserungen für die Langzeitarbeitslosen** standen auch im Zentrum verschiedener Vorstösse, welche die eidgenössischen Räte in der Herbstsession behandelten. In Beantwortung einer Motion Etique (fdp, JU) und einer Motion der CVP-Fraktion im Nationalrat sowie einer Motion Martin (fdp, VD) im Ständerat zeigte der Bundesrat Verständnis für das Anliegen, welches auch er als dringlich erachtete. Da die Frage nur in enger Zusammenarbeit mit den Kantonen angegangen werden könne, beantragte er mit Erfolg Umwandlung der Motionen in Postulate.

**MOTION**  
DATUM: 01.12.1993  
MARIANNE BENTELI

Eine Motion Bezzola (fdp, GR), welche im Sinn von mehr Flexibilität die Aufhebung der 1989 vom Parlament beschlossenen **Unterstellung der Aushilfsausleihe unter das Arbeitsvermittlungsgesetz** verlangte, wurde auf Antrag des Bundesrates, der auf bereits stattgefundene administrative Erleichterungen verwies und die Bedeutung des Arbeitnehmerschutzes in jenen Branchen unterstrich, die nicht durch einen Gesamtarbeitsvertrag geregelt sind, vom Nationalrat in ein Postulat umgewandelt.<sup>20</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 13.01.1994  
MARIANNE BENTELI

Während die Schweiz mit der EU über den freien Personenverkehr verhandelt, ist die **Internationalisierung** in den Chefetagen der in der Schweiz domizilierten Topunternehmen längst schon Realität. Wie eine Umfrage bei den 25 grössten Firmen zeigte, sind heute knapp 45% aller Mitglieder der jeweiligen obersten Geschäftsleitung Bürger ausländischer Nationen. Unter diesen sind die Deutschen mit rund einem Drittel vor den Amerikanern und den Franzosen am stärksten vertreten.<sup>21</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 21.02.1996  
MARIANNE BENTELI

Am Jahresende registrierte das Bundesamt für Statistik noch 2,58 Millionen Vollzeitstellen, was gegenüber dem Vorjahr einem Rückgang von 1,4% entspricht, wogegen die Teilzeitstellen um 1,8% auf 421 000 zunahmen. Die Zahl der **Vollzeitstellen** hat damit den **tiefsten Stand seit** der erstmaligen Erhebung der absoluten Zahlen im Jahr **1991** erreicht. Industrie und Gewerbe waren mit einem Rückgang von 1,8% (rund 18 000 Vollzeitstellen) überdurchschnittlich stark betroffen. Rund die Hälfte der abgebauten Arbeitsplätze ging dabei auf das Konto des Baugewerbes.<sup>22</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 30.12.1997  
MARIANNE BENTELI

Nachdem die **Erwerbstätigkeit** 1995 und 1996 um jeweils 0,3% zugenommen hatte, verringerte sie sich im Berichtsjahr wieder um den gleichen Prozentsatz.<sup>23</sup>

**STANDESINITIATIVE**  
DATUM: 03.03.1998  
MARIANNE BENTELI

Gleich wie vor ihr der Nationalrat gab die kleine Kammer einer Standesinitiative des Kantons Genf, welche verlangte, eine Bundesgesetzgebung zur Bekämpfung von Betriebsschliessungen und **Massenentlassungen** auszuarbeiten, keine Folge. Die Kommission argumentierte, dieses Problem lasse sich nicht auf dem Gesetzesweg angehen. Es sei vielmehr wichtig, Massnahmen zur Wiederbelebung der Wirtschaft zu ergreifen und günstige Rahmenbedingungen für die Betriebe zu schaffen.<sup>24</sup>

**MOTION**  
DATUM: 26.06.1998  
MARIANNE BENTELI

Nationalrat Gysin (sp, BS) reichte eine Motion ein, mit welcher er den Bundesrat beauftragen wollte, Massnahmen gegen die **Diskriminierung älterer Stellensuchender** auf dem Arbeitsmarkt zu ergreifen. Die Landesregierung teilte zwar die Besorgnis des Motionärs und anerkannte, dass deutliche Anzeichen für diese Form der Diskriminierung – besonders gegenüber Frauen – bestehen. Da er die Problematik aber noch vertieft prüfen möchte, beantragte er mit Erfolg Umwandlung in ein Postulat.<sup>25</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 30.12.1998  
MARIANNE BENTELI

Das Bundesamt für Statistik (BFS) veröffentlichte erstmals eine **Arbeitsmarktgesamtrechnung** (ARG), welche für die Periode 1991-1996 eine umfassende Darstellung der Dynamik ermöglicht, die sich hinter den traditionellen Arbeitsmarktindikatoren verbirgt.<sup>26</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 29.12.1999  
MARIANNE BENTELI

Die Zahl der **Temporärstellen** stieg 1999 um 20%. Gemäss BFS waren 144 000 Personen in einem befristeten Arbeitsverhältnis. 60 000 Arbeitnehmer standen in einer temporären Anstellung von weniger als sechs Monaten, 84 000 in einer solchen zwischen sechs Monaten und zwei Jahren. Die Arbeitgeber schätzen diese Jobs wegen ihrer Flexibilität; Arbeitnehmern – vor allem Jugendlichen – bieten sie oft einen Einstieg in die Berufswelt. Die Gewerkschaften kritisierten allerdings, temporär Beschäftigte ersetzen die Saisoniers als Manövriermasse und würden sich seltener gegen unfaire Arbeitsbedingungen wehren als Festangestellte.<sup>27</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 30.12.1999  
MARIANNE BENTELI

Die **Zahl der Erwerbstätigen erhöhte sich erneut** (+0,6%), allerdings weniger als im Vorjahr (+1,2%). Wieder war die Zunahme bei den **Frauen** (+0,9%) bedeutender als bei den Männern (+0,5%). Während 1998 noch etwas mehr Ausländer als Schweizer eine Erwerbstätigkeit aufgenommen hatten, war deren Beschäftigung im Berichtsjahr rückläufig (-0,1%). Im 1. Sektor wuchs die Zahl der Erwerbstätigen (+1,9%), ebenso im 3. Sektor (+1,2%). Einen Rückgang verzeichnete hingegen der 2. Sektor (-1%). Am deutlichsten war die Abnahme bei der Herstellung von Lederwaren und Schuhen (-13,1%), im Textilgewerbe (-4,7%) und im Bergbau (-2,8%). Im Dienstleistungssektor legten vor allem die Branchen Nachrichtenübermittlung (+9,5%), Versicherungsgewerbe (+4,4%) sowie Immobilien und Informatik (+2,9%) überdurchschnittlich zu.<sup>28</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

Infolge des Konjunkturaufschwungs erhöhte sich die Nachfrage nach Arbeitskräften im Berichtsjahr kräftig. Die **Beschäftigung stieg um +1,1%** gegenüber +0,7% im Vorjahr. Erneut war die Zunahme bei den **Frauen** mit +1,7% deutlich stärker als bei den Männern (+0,6%). Nach einer Baisse im Vorjahr legten die ausländischen Arbeitnehmer wieder deutlicher zu (+2,0%) als die einheimischen (+0,7%). Während der 1. Sektor 1999 noch substantiell gewachsen war, verzeichnete er jetzt einen Rückgang um -2,4%. Auch der 3. Sektor erreichte mit +0,6% mehr Beschäftigten nur noch eine schwächere Steigerung als im Vorjahr. **Überdurchschnittlich gestiegen** ist die Beschäftigung hingegen im **2. Sektor** (+2,0%). Im Baugewerbe nahmen die Erwerbstätigen um +4,7% zu, gefolgt von der Nahrungsmittelindustrie (+3,8%), der Herstellung von Präzisionsinstrumenten (+3,3%) und dem Bergbau (+3,2%). Rückläufig war die Beschäftigung in den Branchen Energie- und Wasserversorgung (-4,4%), der Herstellung von Lederwaren und Schuhen (-3,4%), dem Gast- und dem Versicherungsgewerbe (je -2,3%).<sup>29</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

Die **selbstständige Erwerbstätigkeit** hat in der zweiten Hälfte der 70er Jahre in den meisten OECD-Ländern zugenommen. Auch in der Schweiz kam es mit einer leichten Verzögerung zu einem Anstieg, wobei sich der Aufwärtstrend in den neunziger Jahren merklich beschleunigte. Wichtigste Erklärungsfaktoren für diese Renaissance der selbständigen Erwerbsarbeit sind die Entwicklung zur Dienstleistungs- und Informationsgesellschaft, die Änderung der Produktionsverfahren, die vermehrte Konzentration auf Kernkompetenzen und die damit einhergehende Auslagerung betriebsperipherer Funktionen, steuerliche Faktoren und persönliche Motive sowie die zunehmende Verwischung zwischen selbständiger und unselbständiger Erwerbsarbeit. Vor allem ältere Männer schweizerischer Nationalität mit höherem Ausbildungsniveau wechseln in die Selbständigkeit.<sup>30</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

Nach Schweden und den USA ist die Schweiz weltweit das dritte Land, in dem über 7% des BIP in der **Informatik- und Telekommunikationsbranche** erwirtschaftet werden, weshalb der zunehmende Mangel an einheimischen Fachleuten doppelt schwer wiegt. Verschiedene parlamentarische Vorstösse verlangten deshalb Ausbildungs- und Umschulungsinitiativen im Bereich der Informatik, resp. – nach deutschem Muster – die Erteilung von „Green cards“ für Informatikfachleute aus Ländern (insbesondere Indien), in denen die Schweiz aufgrund ihrer ausländerpolitischen Grundsätzen eigentlich keine Arbeitskräfte rekrutiert. Das Bundesamt für Berufsbildung und Technologie und mit ihm der Bundesrat verwiesen allerdings immer wieder auf unternommene Anstrengungen in diesem Ausbildungsbereich, weshalb spätestens 2004 der einheimische **Personalengpass** überwunden sein sollte. Eine Öffnung des Arbeitsmarktes wurde hingegen abgelehnt. Eine Empfehlung Langenberger (fdp, VD), im EVD einen Pool „Beschäftigung/Ausbildung“ zu bilden mit der Aufgabe, vor allem die Entwicklungen der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien einer Analyse zu unterziehen und für diese Bereiche eine kohärente Politik zu erarbeiten, wurde auf Antrag des Bundesrates, der auf die Tätigkeiten bereits bestehender Stellen verwies, lediglich als Postulat angenommen.<sup>31</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2001  
MARIANNE BENTELI

Im Laufe des Jahres begann sich die abflauende Konjunktur auf den Arbeitsmarkt auszuwirken. Während die Indikatoren des vom BFS vierteljährlich veröffentlichten Beschäftigungsbarometers im ersten Quartal noch eine Fortsetzung des **Beschäftigungswachstums** gegenüber dem Vorjahr auswiesen (+1,7%), zeigte sich im zweiten Quartal bereits eine **Verlangsamung** (+1,0%), die im vierten Quartal gegen Null tendierte (+0,4%). Im sekundären Sektor (-0,6%) und in der Grossregion Zürich (-0,2%) war die Beschäftigung sogar rückläufig. Im Jahresverlauf schuf die Wirtschaft aber immer noch netto rund 30'000 neue Arbeitsplätze. Das BFS zählte am Jahresende 16'000 Stellen mehr als ein Jahr zuvor (+0,4%), die Erwerbstätigenstatistik wies eine Zunahme um 47'000 Einheiten aus (+0,7%). Auffällig war weiterhin die Diskrepanz zwischen Voll- und Teilzeitarbeit: Die Zahl der Vollzeitbeschäftigten blieb praktisch konstant, während die Teilzeitstellen stark zulegten, wobei sich auch der Beschäftigungsgrad erhöhte.<sup>32</sup>

INTERPELLATION / ANFRAGE  
DATUM: 31.12.2001  
MARIANNE BENTELI

Trotz nach wie vor bestehender Arbeitslosigkeit klagten mehrere Branchen über einen austrocknenden Arbeitsmarkt. Der **Mangel an Arbeitskräften** scheint besonders die beiden Extreme der Qualifikationsskala zu betreffen. In seiner Antwort auf eine Interpellation Simoneschi (cvp, TI) anerkannte der Bundesrat, dass in den Branchen, welche hochqualifizierte Arbeitskräfte verlangen, tatsächlich Engpässe bestehen, weshalb er sich entsprechend seiner neuen Ausrichtung der Ausländerpolitik auch bereit erklärte, gut ausgebildeten Arbeitnehmenden aus Staaten ausserhalb der EU und der EFTA kontingentierte Arbeitsbewilligungen zu erteilen. Er bestritt aber einen Mangel an unqualifizierten Arbeitskräften aus dem EU-Raum (insbesondere aus Südeuropa); seiner Ansicht nach ist das Fehlen ausreichender Hilfsarbeiter darauf zurückzuführen, dass Betriebe in strukturschwachen Branchen, insbesondere in der Landwirtschaft und im Gastgewerbe nicht gewillt sind, angemessene Löhne auszurichten.<sup>33</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2001  
MARIANNE BENTELI

Sorgen bereitet sowohl dem Arbeitgeberverband wie den Angestelltenverbänden die hohe **Fluktuation** im Arbeitsmarkt. Über alle Branchen hinweg beträgt sie seit der Konjunkturerholung Ende 1999 10,3%, was über dem internationalen Durchschnitt von 9% liegt. Für die Arbeitgeber bringt die neu erwachte „Wanderlust“ der Arbeitnehmenden – wobei es sich in erster Linie um jüngere, männliche Kader ohne Familienpflichten handelt – hohe Anwerbungs- und Einarbeitungskosten. Die Angestelltenverbände befürchten ob dem von den jungen Kaderleuten praktizierten „Lohnjumping“ (rascher Wechsel zu besser bezahlten Stellen) eine verstärkte Frustration der älteren und erfahreneren Kaderleute.<sup>34</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2002  
MARIANNE BENTELI

Wie die neuesten Zahlen des BFS belegten, nahm **zwischen 1998 und 2001** die Zahl der Beschäftigten um 5,7% zu. Knapp **197'000 neue Arbeitsplätze** wurden in dieser Zeitspanne geschaffen, die Zahl der Unternehmen wuchs um 1,7%, jene der Betriebe um 1%. Besonders stark war das Beschäftigungswachstum in der Region Zürich (+7,7%), in der Zentralschweiz (+7,2%) und im Genferseebecken (+7,0%). Gemäss der Arbeitskräfteerhebung (SAKE) des BFS waren im 2. Quartal 2002 3,96 Mio Personen erwerbstätig, 0,5% resp. 21'000 Personen mehr als im Vorjahr. Damit wurde trotz der sich verschlechternden wirtschaftlichen Lage ein **neuer Höchststand** erreicht. Parallel dazu stieg aber auch die Zahl der Arbeitslosen (+19%). Von der konjunkturellen Abschwächung waren vor allem die Männer (Erwerbstätigkeit -0,9%, Erwerbslosigkeit +6,5%) und weniger die Frauen betroffen (+2,4%, -9%). Dieses Ergebnis erklärt sich unter anderem durch den hohen Männeranteil in den vom Konjunkturrückgang besonders betroffenen Wirtschaftssektoren. Erstmals erlaubte die SAKE auch regionale Auswertungen. Es zeigte sich, dass sowohl die Erwerbsbeteiligung als auch die Teilzeitarbeit in der Deutschschweiz höher waren als in der Westschweiz und im Tessin.<sup>35</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2002  
MARIANNE BENTELI

Die abflauende Konjunktur wirkte sich im Berichtsjahr immer stärker auf die **Beschäftigung** aus. Erstmals seit vier Jahren nahm im 1. Quartal 2002 die Zahl der Beschäftigten ab; insgesamt registrierte das BFS 17'000 Stellen weniger als im Vorjahresquartal. Damit wurde der seit 1998 anhaltende **Wachstumstrend gebrochen**. Die Konjunkturabkühlung betraf vor allem den sekundären Sektor, wo die Beschäftigung innert Jahresfrist um 1,7% schrumpfte. Diese negative Entwicklung nahm in den folgenden Quartalen noch zu. Im 4. Quartal war, verglichen mit dem Vorjahr, sowohl die

Anzahl der Erwerbstätigen (-0,1%) als auch jene der Beschäftigten (-0,8%) tiefer. Erstmals seit über fünf Jahren wurde auch im tertiären Sektor ein Stellenrückgang (-0,1%) registriert. Der Index der offenen Stellen notierte auf einem neuen Tiefststand.<sup>36</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 07.06.2003  
MARIANNE BENTELI

Der Vergleich der Volkszählungen 1990 und 2000 ergab laut BFS, dass die Schweizer Erwerbsbevölkerung im letzten Jahrzehnt um 7,9% auf 3.95 Mio. Personen anstieg. Die Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter (zwischen 15 und 64 Jahren) wuchs in der gleichen Zeitspanne jedoch nur halb so stark. Die deutliche Erhöhung der Zahl der erwerbstätigen Personen ist vorwiegend auf die Frauen zurückzuführen, von denen mittlerweile viele auch als Mütter einer Arbeit nachgehen. Ferner nahm das durchschnittliche Alter der Erwerbsbevölkerung von 38 auf 39,5 Jahre zu. Die Daten zeigten auch einen relevanten **Zusammenhang zwischen Bildungsstand und Erwerbsquote**: 2000 lag die Erwerbsquote bei Frauen im erwerbsfähigen Alter ohne nachobligatorische Ausbildung bei 63%; bei Frauen mit Lehre oder Matura betrug sie 72% und bei jenen mit Hochschulabschluss 82%. Gemäss BFS zeigte sich dieser Zusammenhang erstmals auch bei Männern: Nur 86% der Männer ohne nachobligatorische Ausbildung waren 2000 erwerbstätig; bei Männern mit Lehr- oder Matura-Abschluss betrug die Quote 92,9%, und bei jenen mit abgeschlossenem Studium 96%. Bei der Erwerbsquote der Bevölkerung zwischen 15 und 64 Jahren lagen die Kantone Zürich und Bern mit 81,8 resp. 80,8% deutlich über dem schweizerischen Durchschnitt von 78,9%.<sup>37</sup>

POSTULAT  
DATUM: 20.06.2003  
MARIANNE BENTELI

Der Nationalrat nahm ein Postulat der liberalen Fraktion an, das den Bundesrat beauftragt, einen detaillierten Bericht zu erstellen über das Bedürfnis von über 65-jährigen, selbständig oder unselbständig erwerbenden Personen, auch **über das 65. Altersjahr hinaus berufstätig** zu sein; in dem Bericht soll auch die Haltung der Arbeitgeber zu diesem Thema untersucht werden.<sup>38</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2003  
MARIANNE BENTELI

Die OECD führte eine Analyse zu den **Beschäftigungsperspektiven älterer Arbeitnehmender** in rund 20 Ländern durch, darunter auch in der Schweiz. Ziel war es, die Regierungen vermehrt für die Notwendigkeit zu sensibilisieren, ältere Arbeitnehmende so lange wie möglich und unter möglichst guten Voraussetzungen im Erwerbsleben zu halten. Vor dem Hintergrund der demografischen Alterung ist diese Frage – nicht zuletzt im Hinblick auf die Finanzierung der Sozialwerke – von erstrangiger Bedeutung. Für die Schweiz kam die OECD zum Schluss, dass trotz der im internationalen Vergleich hohen Arbeitsmarktpartizipation älterer Arbeitnehmender das Arbeitskräftemanagement für diese Alterskategorie (50 Jahre und älter) nicht optimal ist. Verbesserungsmöglichkeiten sah sie namentlich in der Koordination zwischen den verschiedenen Stellen, die für sozialpolitische und arbeitsmarktliche Belange zuständig sind, sowie bei der Koordination zwischen den Kantonen. Die OECD monierte, dass bei Entscheiden auf verschiedenen staatlichen Ebenen und in den einzelnen Sozialwerken den Auswirkungen auf die anderen Bereiche zu wenig Beachtung geschenkt wird. Sie betonte ausserdem, dass es künftig immer wichtiger werde, dass sich die Arbeitnehmenden permanent weiterbilden, damit ihre Chancen auf dem Arbeitsmarkt gewahrt bleiben. Die **Empfehlungen der OECD** erstreckten sich auch auf andere Bereiche. So müssten die Instrumente der Arbeitslosenversicherung, insbesondere bei regionalen Arbeitsvermittlungszentren, den Besonderheiten der älteren Arbeitslosen noch besser angepasst werden. Gemäss der OECD sollte ferner in der Lohnpolitik die altersbezogene Lohnbemessung vermehrt einer kompetenz- und produktivitätsbasierten Bewertung Platz machen, um auf dem Arbeitsmarkt eine grössere Flexibilität in der letzten Phase des Erwerbslebens zu erreichen.<sup>39</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Nach einem leichten Einbruch 2003 (-0,1% gegenüber dem Vorjahr) nahm 2004 die **Zahl der Erwerbstätigen** wieder um 0,2% zu, wobei die Frauen im Mittel und die Männer mit +0,3% leicht darüber lagen. Die Zahl der Schweizer Erwerbstätigen ging um -0,1% zurück, jene der Ausländer stieg um 1,3%, ebenfalls eine Umkehr der Vorjahreszahlen (0,0/-0,4%). Mit -7,9% verlor der 1. Sektor signifikant mehr Erwerbstätige als im Vorjahr, während sich der Rückgang im 2. Sektor abflachte (-0,6 gegenüber -4,0% 2003). Der 3. Sektor legte nach wie vor zu, mit +0,9% aber weniger deutlich als im Jahr zuvor (+1,4%).<sup>40</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Die Zahl der erwerbstätigen **Grenzgängerinnen und Grenzgänger** ausländischer Nationalität betrug gemäss der neuen Grenzgängerstatistik des BFS Ende 2004 insgesamt 174'700. Gegenüber dem Vorjahr ergab sich damit ein Zuwachs um 3,2%, während die Gesamtzahl der Erwerbstätigen im gleichen Zeitraum stabil blieb. Seit fünf Jahren hat die Zahl der Grenzgängerinnen und Grenzgänger in den Bereichen Erbringung von Dienstleistungen für Unternehmen sowie Gesundheits- und Sozialwesen am stärksten zugenommen.<sup>41</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2005  
HANS HIRTER

Die **Zahl der Beschäftigten** war weitgehend **stabil**. Die Zunahme von 0,1% blieb unter dem Anstieg des Vorjahres. Profitieren konnten vom Zuwachs ausschliesslich die Frauen (+0,4%), während die Zahl der beschäftigten Männer leicht zurück ging (-0,1%). Damit zählte die Schweiz im Berichtsjahr durchschnittlich 1'865'000 erwerbstätige Frauen und 2'317'000 Männer. Netto wurden die neuen Stellen ausschliesslich mit ausländischen Staatsangehörigen besetzt: Die Zahl der erwerbstätigen Ausländer stieg im Jahresmittel um 1,1% auf 1'056'000 an und diejenige der Schweizerinnen und Schweizer sank um 0,2% auf 3'126'000. Das starke Wirtschaftswachstum führte zu einem leichten Anstieg der Zahl der Arbeitsplätze im Industriesektor und im Bauwesen (0,5%). In wichtigen Bereichen des Dienstleistungssektors (Detailhandel, Finanzmarkt und Versicherungen) nahm die Zahl der Beschäftigten ab; insgesamt blieb diese im Dienstleistungssektor jedoch dank kräftigem Wachstum im öffentlichen Bereich (v.a. Unterricht und Gesundheitswesen) stabil.<sup>42</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 22.02.2006  
MARIANNE BENTELI

Die Hälfte aller Unternehmen in der Schweiz hat Schwierigkeiten, **qualifiziertes Personal** zu finden, wie die Untersuchung einer auf Arbeitsvermittlung spezialisierten Firma ergab. Am meisten fehlen ausgebildete Arbeitnehmende in der Produktion (Bedienung von Maschinen in automatisierten Betrieben) sowie in der Baubranche (Schreiner, Schweisser und Maurer).<sup>43</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 05.09.2006  
MARIANNE BENTELI

Bund und Kantone wollen in einem gemeinsamen Projekt, IIZ-MAMAC, **Personen mit Mehrfachproblematik** rascher wieder in den Arbeitsmarkt zurückführen. Ausgerichtet ist das Projekt auf Personen, bei welchen unklar ist, ob sie krank sind, weil sie keine Arbeit haben, oder ob sie keine Arbeit haben, weil sie krank sind. Weil in solchen Fällen meist auch nicht abschliessend beurteilt werden kann, ob die Arbeitslosenversicherung, die Invalidenversicherung oder die Sozialhilfe zuständig ist, ziehen sich die Abklärungen der zum Teil komplexen Ursachen in die Länge, und es besteht die Gefahr, dass die Betroffenen von einer Institution zur nächsten weitergereicht werden («Drehtüreffekt»). Während dieser Zeit verschärfen sich die Probleme oder sie verfestigen sich. Im Rahmen der interinstitutionellen Zusammenarbeit (IIZ) von Arbeitslosenversicherung (**ALV**), Invalidenversicherung (**IV**) und **Sozialhilfe** werden jetzt Strukturen geschaffen, die es ermöglichen, möglichst rasch die Situation umfassend und für alle drei Institutionen zu analysieren und mit einem verbindlichen Integrationsplan festzulegen, welche Massnahmen für eine Reintegration in den Arbeitsmarkt nötig sind. Im Rahmen einer engen Zusammenarbeit mit den Kantonen sollen Erfahrungen aus dem praktischen Vollzug einfließen und Unterschiede kantonaler Vollzugsstrukturen in der Konzeption berücksichtigt werden.<sup>44</sup>

MOTION  
DATUM: 19.09.2006  
MARIANNE BENTELI

Oppositionslos nahm der Ständerat eine Motion Heberlein (fdp, ZH) an, die den Bundesrat auffordert, Massnahmen mit Anreizcharakter im Bereich Sozialversicherungen, Arbeitsmarkt und Steuerrecht zugunsten der **Partizipation älterer Arbeitnehmender** im Arbeitsmarkt vorzuschlagen.<sup>45</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 03.11.2007  
MARIANNE BENTELI

Die **Beschäftigung** profitierte auch 2007 vom anhaltenden Wirtschaftswachstum. Insgesamt nahm sie, gemessen an Stellen in Vollzeitäquivalenten, um rund 2,6% zu. Das Wachstum fand sowohl im Industrie- als auch im Dienstleistungssektor statt. Dank dem Abkommen über die Personenfreizügigkeit mit den EU-Staaten, welches für die 15 «alten» EU-Staaten ab Juni ohne jede Einschränkungen galt, trocknete der Arbeitsmarkt aber nicht vollständig aus. Wie die jährlich durchgeführte Arbeitskräfteerhebung des BFS ergab, zählte die Schweiz im zweiten Quartal 2007 **4.122 Mio. Erwerbstätige**, das waren **1,7% mehr** als noch ein Jahr zuvor. Rund 1.25 Mio. Erwerbstätige gingen einer Teilzeitbeschäftigung nach, das entspricht einer Zunahme

von 2,1% gegenüber 2006. Bezüglich Arbeitsbedingungen zeigte sich bei der Nacharbeit eine Stabilisierung, nachdem sie während 10 Jahren zugenommen hatte. Bei den ausländischen Erwerbstätigen sind Abend- und Nacharbeit stärker verbreitet als bei den schweizerischen, von der Wochenendarbeit sind jedoch beide anteilmässig gleich stark betroffen.<sup>46</sup>

#### MOTION

DATUM: 05.03.2008  
MARIANNE BENTELI

Im Vorjahr hatte der Ständerat einstimmig und unterstützt vom Bundesrat eine Motion Heberlein (fdp, ZH) angenommen, welche diesen auffordert, sozialversicherungs- und steuerrechtliche Massnahmen zu ergreifen, um finanzielle Anreize für **ältere Arbeitnehmende** zu schaffen, auch über das ordentliche Pensionsalter hinaus aktiv im Erwerbsleben zu verbleiben. Damit soll der demografischen Entwicklung (steigende Lebenserwartung, Eintritt der «Baby-Boom-Generation» ins Rentenalter) Rechnung getragen sowie ein Verlust von Know-how vermieden werden. Der Nationalrat stimmte der Überweisung der Motion ebenfalls diskussionslos zu.<sup>47</sup>

#### BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 18.09.2008  
MARIANNE BENTELI

Bei der Behandlung der Legislaturziele 2007-2011 im Nationalrat verlangte die SP eine bessere **Eingliederung** der über 55-Jährigen und der Frauen in den Arbeitsmarkt anstelle der Erhöhung des Rentenalters. Der Antrag wurde mit 68 zu 40 Stimmen abgelehnt.<sup>48</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 09.12.2008  
MARIANNE BENTELI

Nach den Ergebnissen des BFS profitieren die **gut qualifizierten Arbeitskräfte** stark von Zeiten der Hochkonjunktur, während in Zeiten wirtschaftlichen Abschwungs die wenig qualifizierten Arbeitskräfte deutlich stärker betroffen sind. In solchen Phasen verlieren mehr Beschäftigte mit niedrigem Qualifikationsniveau ihre Arbeit. Zwischen 1991 und 2006 stellte die Schweizer Wirtschaft zunehmend qualifizierte Arbeitskräfte ein, wobei sich damit auch die Arbeitsproduktivität verbesserte (durchschnittlich +0,36% pro Jahr). Diese Entwicklung lässt sich vor allem durch die anhaltende Erhöhung des Ausbildungsniveaus erklären.<sup>49</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2008  
MARIANNE BENTELI

Gemäss den SAKE-Ergebnissen des BFS waren im 2. Quartal 2008 **insgesamt 4.229 Millionen Personen erwerbstätig** (+2,6%). Diese Zunahme fiel bei den erwerbstätigen Frauen (+4,1% Zuwachs auf 1,940 Mio) stärker aus als bei den Männern (+1,3% Zuwachs auf 2.289 Mio.). Die Zahl der ausländischen Erwerbstätigen stieg im Vergleich zum Vorjahr deutlich an (+51'000 Personen bzw. +5,8%). Damit war mehr als jede fünfte der insgesamt 4.229 Millionen erwerbstätigen Personen mit ständigem Aufenthalt in der Schweiz ausländischer Nationalität (21,9% bzw. 927'000).<sup>50</sup>

#### MOTION

DATUM: 09.03.2009  
NATHALIE GIGER

Arbeitslose sollen **Zugang zu privaten Arbeitsvermittlern** erhalten, dies forderte eine Motion von Nationalrat Ineichen (fdp, LU). Private Personaldienstleister könnten laut Ineichen den Arbeitslosen besser helfen und ein solcher Schritt würde auch den wenig effizienten Ausbau des öffentlichen Arbeitsvermittlungssystems vermeiden. Die Idee stiess bei den kantonalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) auf wenig Gegenliebe. Sie argumentieren, dass die privaten und öffentlichen Systeme nicht vereinbar seien und dass bereits eine gute Zusammenarbeit bestehe. Mit diesen Argumenten verlangte auch der Bundesrat die Ablehnung der Motion. Der Nationalrat stimmte mit 107 zu 78 für die Annahme der Motion während der Ständerat gegen die Motion votierte.<sup>51</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2009  
NATHALIE GIGER

Gemäss der **Erwerbstätigenstatistik** des BFS waren zum Ende des Berichtjahres **4,534 Millionen Personen erwerbstätig**, d. h. **0,3% mehr als ein Jahr zuvor**. Die Zunahme ist auf einen Anstieg bei den erwerbstätigen Frauen zurückzuführen (+0,8%) während die Zahl der erwerbstätigen Männer leicht rückläufig war (-0,1%). Die Zahl der Schweizer Erwerbstätigen blieb laut BFS nahezu stabil während die Zahl der ausländischen Erwerbstätigen um 1,3% auf 1,234 Mio gestiegen ist. Aufgeschlüsselt nach Sektoren wird deutlich, dass die Beschäftigung im zweiten Sektor erneut rückläufig war (-2,5%) während sie im tertiären Sektor zunahm (+0,8%).<sup>52</sup>



**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2010  
NATHALIE GIGER

Gemäss den Erhebungen des BFS zählte die Schweiz zum Ende des Berichtjahres **4,621 Millionen Personen Erwerbstätige**, d.h. 1,4% mehr als ein Jahr zuvor. Die Zahl der erwerbstätigen Männer stieg innert Jahresfrist um 2,2%, bei den Frauen war ein Anstieg um 0,4% zu verzeichnen. Dabei stieg sowohl die Zahl der Schweizer Erwerbstätigen (+0,4%) als auch die Zahl der ausländischen Erwerbstätigen (+4,0%). Aufgeschlüsselt nach Sektoren wird deutlich, dass die Beschäftigung in allen Sektoren zugenommen hat (Sektor II: +3,6%, Sektor III: +0,4%), am stärksten jedoch im ersten Sektor (+9,3%).<sup>53</sup>

**MOTION**  
DATUM: 16.06.2011  
LAURENT BERNHARD

Les deux chambres du parlement ont, en outre, donné suite à une motion Wyss (verts, SO) visant à promouvoir le « **topsharing** » au sein de l'**administration fédérale**. Par le biais de cette intervention parlementaire, le Conseil fédéral a été chargé de procéder aux modifications légales nécessaires afin d'inscrire le modèle du partage des responsabilités de direction dans sa politique du personnel.<sup>54</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 30.09.2011  
LAURENT BERNHARD

Depuis 1949, la Confédération a encouragé à titre subsidiaire le **travail à domicile**, en particulier lorsqu'il était de nature à améliorer les conditions d'existence des populations montagnardes. En décembre 2010, le Conseil fédéral avait présenté un message au parlement afin d'abroger l'arrêté fédéral tendant à encourager le travail à domicile. Le gouvernement a fait valoir que la demande de travailleurs à domicile avait baissé et que cette activité n'avait plus autant d'importance dans la garantie d'un revenu minimal d'existence. Par ailleurs, la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) a, de l'avis du Conseil fédéral, instauré des instruments financiers tenant suffisamment compte des conditions particulières des populations montagnardes. Le Conseil des Etats a également considéré que l'encouragement du travail à domicile n'était plus adapté aux conditions économiques et sociales actuelles et n'avait par conséquent plus de raison d'être. C'est à l'unanimité qu'il a adopté le projet du Conseil fédéral. Le Conseil national a suivi la chambre des cantons. Néanmoins, il a créé une divergence en ajoutant au texte la clause nécessaire de référendum facultatif. Les sénateurs ont aussitôt adhéré au texte proposé par la chambre du peuple. Au vote final, la loi fédérale a été acceptée par 141 voix contre 47 au Conseil national et par 43 contre 1 au Conseil des Etats.<sup>55</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2011  
LAURENT BERNHARD

Le **nombre d'actifs occupés sur le marché du travail** a atteint 4,731 millions de personnes en moyenne sur l'ensemble de l'année 2011. Cela représente une hausse de 2,5% par rapport à l'année précédente. Le groupe de personnes actives se compose de 2,113 millions de femmes (en hausse de 2,1%) et de 2,600 millions d'hommes (en augmentation de 2,8%). Comme ce fut le cas lors des années antérieures, le nombre d'actifs étrangers a enregistré une hausse supérieure à la moyenne (+5,3%) pour s'établir à 1,317 millions de personnes. Le taux des étrangers sur le marché du travail s'est élevé à 27,9%. Au niveau des secteurs économiques, l'occupation a progressé dans l'industrie et les services (+2,4% chacun) et plus fortement dans l'agriculture (+5,5%). Cependant, cette dernière ne représente que 3,5% de l'occupation en Suisse.<sup>56</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 19.04.2012  
LAURENT BERNHARD

En avril, le Conseil fédéral a activé la **clause de sauvegarde** prévue dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne. Par cette décision très attendue au sein de l'élite politique, le gouvernement a réintroduit, dès le 1er mai de l'année sous revue, des contingents pour les ressortissants des pays de l'UE-8 (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie et République tchèque) disposant d'une autorisation de séjour de catégorie B (indépendants ou personnes ayant un contrat de travail d'une durée indéterminée ou supérieure à un an). Ces contingents de 2'283 autorisations sont valables jusqu'en mai 2013 et pourront être reconduits pour une année supplémentaire. Pour pouvoir activer la clause de sauvegarde, le nombre d'autorisations de séjour délivrées à des personnes des Etats concernés devait dépasser d'au moins 10% la moyenne annuelle des permis émis au cours des trois années précédentes. Contrairement aux autorisations de séjour de catégorie B, cette condition n'a pas été remplie pour les autorisations de séjour de courte durée (permis L). Par conséquent, ces dernières n'ont pas fait l'objet de restrictions sur le marché du travail suisse.<sup>57</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 11.09.2012  
LAURENT BERNHARD

Pour ce qui est de **l'enregistrement du temps de travail**, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a ouvert en septembre une procédure d'audition relative à l'introduction d'une nouvelle disposition de la loi sur le travail. Le projet prévoit que les travailleurs dont le revenu annuel brut dépasse les 175'000 francs ainsi que les employés autorisés à signer selon le registre du commerce puissent renoncer à enregistrer leur temps de travail.<sup>58</sup>

**POSTULAT**  
DATUM: 28.09.2012  
LAURENT BERNHARD

Lors de la session d'automne, le Conseil national a transmis un postulat Meier-Schatz (pdc, SG) portant sur le **télétravail**. Par ce biais, le Conseil fédéral a été chargé de présenter un rapport sur les incertitudes juridiques liées à cette forme de travail en plein essor.<sup>59</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 04.12.2012  
LAURENT BERNHARD

Toujours en matière de libre circulation des personnes, les Chambres fédérales ont adopté la **loi fédérale portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications (LPPS)**. Désormais, les ressortissants de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre échange désirant exercer une profession réglementée en Suisse (p. ex. guide de montagne, moniteur d'auto-école et diverses professions dans le domaine médical) sont contraints de déclarer leurs qualifications auprès du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation. Cette nouvelle loi n'a guère soulevé de controverses. Le Conseil des Etats l'a acceptée à l'unanimité et le Conseil national par 189 voix contre 5.<sup>60</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 20.12.2012  
LAURENT BERNHARD

En décembre de l'année sous revue, le Conseil fédéral a dressé le bilan de l'implémentation de la **loi sur le travail au noir (LTN)**, entrée en vigueur en 2008. Le gouvernement a conclu que la LTN avait globalement fait ses preuves. Néanmoins, il a estimé que la lutte contre le travail au noir pouvait être améliorée. Le Conseil fédéral a notamment constaté que les compétences dont disposaient les inspecteurs chargés des contrôles ainsi que les obligations de déclaration des employeurs ne permettaient que difficilement de prouver l'existence du travail au noir. Afin de pallier ces lacunes, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de l'économie (DFE) d'examiner, d'ici fin 2014, la possibilité de réviser la loi ou l'ordonnance correspondante.<sup>61</sup>

**STUDIEN / STATISTIKEN**  
DATUM: 31.12.2012  
LAURENT BERNHARD

Le **nombre d'actifs occupés sur le marché du travail** a atteint 4,815 millions de personnes au quatrième trimestre 2012. Cela représente une progression de 1,1% par rapport à l'année précédente. Il est à noter que, sur la même période, ce chiffre a reculé de 0,4% dans l'Union européenne. En Suisse, le groupe de personnes actives se compose de 2,166 millions de femmes (en progression de 1,4%) et de 2,649 millions d'hommes (en augmentation de 0,9%). L'Office fédéral de la statistique (OFS) a relevé que le nombre d'actifs de nationalité étrangère avait de nouveau enregistré une hausse supérieure à celle de leurs homologues suisses (+3,2% contre +0,3%) pour s'établir à 1,386 millions de personnes. Le taux d'étrangers sur le marché du travail s'est élevé à 28,8%. L'augmentation de la main-d'œuvre étrangère est principalement attribuable à une hausse des frontaliers (permis G, +5,6%) et des titulaires d'une autorisation d'établissement (permis C, +4,6%).<sup>62</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2012  
LAURENT BERNHARD

En publiant le **huitième rapport de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne**, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a dressé en mai, dix ans après l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, un bilan de ses répercussions sur le marché du travail suisse. Le rapport a établi que l'immigration en provenance de la zone UE/AELE avait fortement augmenté, notamment pour ce qui est de la main d'œuvre qualifiée. Dans l'ensemble, les indicateurs à disposition ont révélé un potentiel d'absorption très élevé du marché du travail suisse. La libre circulation des personnes a largement contribué à la croissance de l'emploi et de l'économie. En outre, le rapport a conclu que la structure salariale était restée stable. L'ouverture du marché du travail n'a pas engendré d'érosion sur les bas salaires. Les conventions collectives de travail et les mesures d'accompagnement ayant contribué à ce résultat.<sup>63</sup>

**MOTION**DATUM: 22.03.2013  
LAURENT BERNHARD

Une motion déposée par le groupe PBD visant à augmenter les chances des **personnes âgées sur le marché du travail** a obtenu une majorité au sein du Conseil national lors de la session de printemps. Le texte prévoit que le Conseil fédéral examine une harmonisation des taux de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP). Le parti bourgeois démocratique estime que les contributions qui augmentent en fonction de l'âge sont en partie responsables des difficultés que l'ancienne génération rencontre sur le marché du travail, notamment lorsqu'il s'agit de retrouver un emploi. Le Conseil des Etats ne s'est pas encore prononcé sur cette motion.<sup>64</sup>

**ANDERES**DATUM: 24.04.2013  
LAURENT BERNHARD

En avril, le Conseil fédéral a activé la **clause de sauvegarde** à l'égard des employés en provenance des 17 anciens membres de l'Union européenne (UE-17). En même temps, celle portant sur les ressortissants des huit pays d'Europe de l'Est (UE-8) a été prolongée. Par ces décisions très attendues au sein de l'élite politique suisse, le Conseil fédéral a contingenté, pour la durée d'une année, les autorisations de séjour de catégorie B (autorisations d'une durée de cinq ans) à 2'180 pour les Etats de l'UE-8 et à 53'700 pour ceux de l'UE 17. Selon les accords sur la libre circulation des personnes (ALCP), le gouvernement suisse avait la possibilité de réintroduire unilatéralement des contingents jusqu'au 31 mai 2014 au plus tard à condition que le nombre d'autorisations de séjour ou d'autorisations de séjour de courte durée dépasse d'au moins 10 % la moyenne annuelle des autorisations émises au cours des trois années précédentes. En revanche, le Conseil fédéral a décidé de ne pas activer la clause de sauvegarde pour ce qui est des autorisations de séjour de courte durée (catégorie L) bien que le seuil permettant d'y avoir recours ait été atteint dans le cas des ressortissants des anciens pays membres de l'Union européenne.<sup>65</sup>

**ANDERES**DATUM: 28.08.2013  
LAURENT BERNHARD

**La libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne (UE) devra être étendue à la Croatie** suite à l'adhésion de ce pays à l'UE le 1er juillet 2013. Comme cela fut le cas pour les Etats de l'Europe de l'Est (UE-8) et pour la Roumanie et la Bulgarie (UE-2), la Suisse a négocié avec Bruxelles un protocole additionnel qui fixe les modalités de cette extension. L'ouverture du marché suisse de l'emploi aux ressortissants croates se fera de manière progressive. En principe, la Suisse pourra restreindre unilatéralement l'immigration des employés croates pendant une période de dix ans. Plus précisément, le protocole additionnel prévoit que la Suisse aura le droit de restreindre l'accès de la main-d'œuvre croate à son marché du travail notamment par l'instauration de contingents. A l'issue de ces sept ans, la Suisse aura la possibilité, sous certaines conditions quantitatives, d'activer unilatéralement la clause de sauvegarde à l'égard de la Croatie.<sup>66</sup>

**POSTULAT**DATUM: 26.09.2013  
LAURENT BERNHARD

Le Conseil des Etats a transmis au cours de la session d'automne un postulat Keller-Sutter (plr, SG) ayant pour but une **meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre suisse** sur le marché du travail. Par cette décision, le Conseil fédéral a été chargé de rédiger un rapport consacré aux mesures destinées à promouvoir la formation professionnelle ainsi qu'une participation accrue des femmes et des personnes âgées.<sup>67</sup>

**ANDERES**DATUM: 06.11.2013  
LAURENT BERNHARD

S'agissant de **l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée**, le Conseil fédéral Johann Schneider-Amman a réuni en mai autour d'une table ronde les représentants des cantons et des partenaires sociaux. Sur la base d'un rapport datant de 2011, les participants ont déterminé quatre champs d'action visant à promouvoir le recours au potentiel offert par la main-d'œuvre suisse. Les parties prenantes ont convenu de relever le niveau de qualification et de formation, d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, de créer de meilleures conditions de travail pour les employés plus âgés et d'encourager l'innovation en vue d'accroître la productivité. En novembre, le Conseil fédéral a adopté un ensemble de mesures portant sur une durée de quatre ans (2015 à 2018). Les cantons et les partenaires sociaux se sont engagés à prendre des mesures supplémentaires dans leurs domaines de compétences respectifs.<sup>68</sup>

#### MOTION

DATUM: 11.12.2013  
LAURENT BERNHARD

Afin d'améliorer l'exécution des mesures d'accompagnement dans le cadre de la libre circulation des personnes, le parlement a adopté, au cours de l'année sous revue, une motion émanant de la commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE). Par cette décision, le Conseil fédéral a été chargé d'exposer de manière détaillée les lacunes existantes et de présenter, au niveau de la Confédération et des cantons, un plan de mesures visant à y remédier. Il est à relever que le Conseil national a supprimé une partie du texte déposé. En effet, les députés bourgeois de la chambre du peuple ont rejeté en décembre le renforcement des instruments du partenariat social. Sous l'influence de l'acceptation de l'initiative populaire sur les rémunérations abusives en mars et à titre de concession à celle sur les salaires minimums, la motion sous sa forme originale demandait au Conseil fédéral de proposer également des mesures permettant d'accélérer la conclusion des conventions collectives du travail (CCT) et des contrats-types de travail (CTT).<sup>69</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2013  
LAURENT BERNHARD

Selon les relevés de l'Office fédéral de la statistique (OFS), le **nombre d'actifs occupés sur le marché du travail** a progressé de 1,8% durant l'année sous revue pour atteindre 4,899 millions de personnes au quatrième trimestre 2013. Cet indicateur témoigne de la bonne santé du marché du travail suisse. Il est à souligner que la hausse a été plus importante pour les femmes (+2,8%) que pour les hommes (+1,0%). En outre, le nombre d'actifs de nationalité étrangère a enregistré une hausse conséquente de 3,7%, alors que celle observée pour la main-d'œuvre suisse a atteint 1,1%.<sup>70</sup>

#### ANDERES

DATUM: 31.12.2013  
LAURENT BERNHARD

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a publié en juin le **neuvième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes** relatif aux répercussions de la libre circulation des personnes. L'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) conclu entre l'Union européenne (UE) et la Suisse, qui est en vigueur depuis onze ans, a eu pour conséquence une forte augmentation de l'immigration en provenance des Etats de l'UE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Celle-ci s'est élevée en moyenne à 38'400 personnes par année, alors que le solde migratoire était légèrement négatif en ce qui concerne ces pays avant que l'ALCP ne prenne effet. Le rapport dresse un bilan largement positif. Face à cette hausse sensible de l'immigration, le marché suisse du travail a fait preuve d'une bonne capacité d'absorption. De manière générale, les observations à long terme tenant compte de plusieurs cycles conjoncturels indiquent que l'immigration induite par la libre circulation des personnes n'a pas augmenté le taux de chômage. L'analyse plus détaillée révèle que la seule exception concerne cependant les personnes hautement qualifiées nées en Suisse. Pour cette catégorie, le taux de chômage a augmenté de 0,2%. Le rapport établit par ailleurs que les mesures d'accompagnement ayant pour but de lutter contre la baisse des salaires se sont révélées efficaces. Finalement, l'immigration a ralenti le vieillissement de la population en Suisse et a amélioré les comptes de l'AVS.<sup>71</sup>

#### ANDERES

DATUM: 31.12.2013  
LAURENT BERNHARD

Dans le cadre de la lutte contre les abus, **les activités de contrôle liées aux mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes** ont augmenté de 22% en 2013 par rapport à 2012 selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Ces contrôles ont débouché sur des constats de sous-enchères salariales dans 8% des cas et sur des soupçons d'infraction aux minima fixés par les conventions collectives du travail (CCT) dans 25%. Le SECO a fait savoir que ces contrôles allaient être renforcés en 2014.<sup>72</sup>

#### ANDERES

DATUM: 31.12.2013  
LAURENT BERNHARD

**Le Conseil fédéral a adopté en août son message portant sur la ratification de la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques.** Cette convention, signée en 2011, a pour but de garantir aux travailleurs domestiques un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui accordé aux autres travailleurs. Elle comporte également des dispositions au niveau des conditions de vie et de travail (temps de travail, rémunération, sécurité et santé au travail). C'est le Conseil des Etats qui se penchera le premier sur cet objet a priori peu controversé, étant donné que la ratification n'entraînerait aucune modification des dispositions législatives du droit suisse.<sup>73</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 07.06.2016  
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral avait informé qu'il répondrait au postulat, pour un **déploiement plus rapide des mesures visant à renforcer la main-d'œuvre nationale**, dans le cadre des travaux relatifs à l'initiative visant à combattre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (FKI). Il y a répondu dans son rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié. Le postulat a donc été classé.<sup>74</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 13.06.2016  
DIANE PORCELLANA

Dans son rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, le Conseil fédéral a évoqué les différentes mesures prises pour **renforcer durablement le potentiel de la main-d'œuvre indigène**. Le postulat a pu être classé, puisque les éléments de réponse ont été fournis.<sup>75</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 13.06.2016  
DIANE PORCELLANA

Dans le cadre du rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, le Conseil fédéral a répondu aux demandes d'examen et a présenté différentes mesures exigées par la motion de la CSEC-CN, dans le but de **pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée** suite à l'acceptation de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». La motion a donc été classée.<sup>76</sup>

**BERICHT**  
DATUM: 13.06.2016  
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral a répondu au postulat Graber, invitant à **définir une stratégie pour promouvoir la réintégration professionnelle**, dans le cadre du rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié. Après sa publication, le postulat a donc pu être classé.<sup>77</sup>

**POSITIONSPAPIER UND PAROLEN**  
DATUM: 01.11.2017  
DIANE PORCELLANA

Lors de la **procédure de consultation** sur les modifications d'ordonnances dans le cadre de la mise en œuvre de l'art. 121a de la Constitution (Cst), les avis relatifs à la **nouvelle obligation de communiquer les postes vacants ont été récoltés**. A l'exception de l'UDC, tous les participants ont approuvé les modifications de l'Ordonnance sur le service de l'emploi (OSE). Les associations patronales ont toutefois pointé du doigt la charge administrative supplémentaire engendrée par la mesure. En effet, les petites et moyennes entreprises ne disposent pas forcément de personnel spécialisé, voire d'unité juridique, pour y faire face. Concernant la valeur seuil basée sur le taux de chômage à partir de laquelle l'obligation devient effective pour la branche professionnelle, trois cantons (JU, NE, TI), le PS, les syndicats, l'Union des villes suisses et les associations de travailleuses et travailleurs se sont prononcés en faveur de la proposition du Conseil fédéral fixée à 5%. Les associations patronales, neuf cantons (AI, BL, FR, GE, NW, OW, SZ, VS, ZG) et le PVL prônaient un seuil de 8%. S'agissant du délai de restriction de l'information relative aux emplois vacants, treize cantons (AG, BE, BL, BS, GE, GL, GR, NE, SG, SO, TI, UR, VS), le PRD, le PS, certains syndicats et associations de travailleuses et travailleurs ont plaidé pour le délai de cinq jours proposé par le Conseil fédéral. Le PVL et les associations patronales et professionnelles souhaitaient un délai de deux voire trois jours. Le canton de Schwyz a rejeté l'avance en terme d'information. De plus, quinze associations patronales ont préconisé une mise au concours immédiate en l'absence de dossiers de candidature pertinents. Les syndicats et le PS voudraient soumettre les employeuses et employeurs à un devoir de justification concernant l'évaluation d'un dossier comme non approprié. Les exceptions à l'obligation d'annonce des emplois vacants ont été accueillies favorablement. Toutefois, les employeuses et employeurs aimeraient étendre les règles d'exception. Pour les engagements de courte durée, ils ont soutenu la variante à quatorze jours. Du côté patronal, la variante plus généreuse (moins d'un mois) a été préférée. Finalement, les cantons ont salué le principe inscrit dans la Loi sur les étrangers (LEtr), selon lequel ils sont responsables des contrôles et des sanctions.<sup>78</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 27.06.2018  
DIANE PORCELLANA

**L'initiative sur le personnel qualifié est passée dans les affaires ordinaires**, suite à la décision du Conseil fédéral. Les objectifs de rendre l'économie suisse moins tributaire de la main-d'œuvre étrangère et de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont été atteints, même si des mesures en matière d'exploitation du potentiel indigène sont encore nécessaires. S'agissant des mesures qui seront maintenues, notamment la consolidation et le développement de l'enseignement, elles continueront d'être sous la responsabilité des départements et des unités administratives. Le SECO continuera de sensibiliser et de prendre des décisions sur ce sujet.<sup>79</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 03.07.2018  
DIANE PORCELLANA

D'après le **quatorzième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE**, le solde migratoire par rapport à l'UE/AELE se montait à 31'250 personnes pour l'année 2017. Par rapport à 2016, il y a eu un recul de 11 points de pourcentage. En incluant l'immigration en provenance des Etats tiers, le bilan migratoire atteignait 53'950 individus. Les immigrés de l'Europe du Sud ont été moins nombreux en raison de l'amélioration de leurs perspectives d'emplois sur leur marché du travail. L'immigration allemande et française est restée stable, alors que le Portugal a affiché un solde négatif. Les Bulgares et les Roumains ont été les plus nombreux à immigrer. Toutefois, la Suisse n'est toujours pas le pays prioritaire pour la main-d'œuvre en provenance d'Europe de l'Est. La libre circulation des personnes a su satisfaire la demande en main-d'œuvre bien qualifiée de ces dernières années. Ainsi, 54% des immigrés étaient titulaires d'une formation tertiaire – les Français représentaient 70%, les Allemands 63%, les Italiens 50% et les Portugais 13%. Ils ont pu occuper des postes correspondant à leur niveau de qualification et également percevoir des salaires similaires à ceux de la population résidente présentant les mêmes caractéristiques. Néanmoins, les immigrés qualifiés d'Europe du Sud et de l'Est ne sont parfois pas parvenus à maximiser leurs diplômes de formation, engendrant des écarts salariaux. Une des explications serait les lacunes linguistiques. Alors que la demande de main-d'œuvre qualifiée est toujours soutenue, la main-d'œuvre aux qualifications moins élevées est aussi recherchée. En effet, la proportion de personnes sans formation scolaire post-obligatoire a nettement reculé ces dernières années en Suisse. En raison de la législation helvétique, il n'est plus possible de recruter de la main-d'œuvre faiblement qualifiée dans les Etats tiers, si bien que ce besoin est également couvert par les immigrés de la zone UE, notamment d'Europe du Sud et de l'Est. Le taux d'activité des ressortissants de l'UE s'élevait à 87.2% en 2017, contre 84% en moyenne nationale et 84.4% pour les Suisses. Il n'y a pas eu de préjudice à la population indigène. Le risque de chômage des Suisses est toujours bas, depuis des années, tandis que la participation des immigrés au marché du travail progresse. Il ressort que les immigrés d'Europe du Sud et de l'Est sont davantage exposés à un risque de chômage en raison de la structure de la formation et de l'emploi. D'après les prévisions, en raison de l'amélioration conjoncturelle synchrone de la zone UE, les entreprises suisses pourraient rencontrer des difficultés à recruter de la main d'œuvre dans la zone UE.<sup>60</sup>

BERICHT  
DATUM: 07.12.2018  
DIANE PORCELLANA

Le **rapport final sur l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié** révèle une meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre indigène. Toutefois, la pénurie de personnel qualifié subsiste en raison de la numérisation, de la politique d'immigration et de l'évolution démographique. L'encouragement à l'innovation, l'amélioration de la conciliation entre vie professionnelle et familiale, la formation continue et la création de bonnes conditions pour l'emploi seront poursuivis pour atteindre les objectifs de l'initiative.<sup>61</sup>

VERORDNUNG / EINFACHER  
BUNDESBESCHLUSS  
DATUM: 15.05.2019  
DIANE PORCELLANA

D'ici une dizaine d'années, la concurrence pour attirer des travailleuses et travailleurs qualifiés va se renforcer au niveau international. Pour se prémunir contre le risque de pénurie de main d'œuvre qualifiée, le Conseil fédéral a décidé de miser sur le marché local du travail. Il a donc arrêté des mesures afin d'**encourager les entreprises suisses à recruter de la main-d'œuvre indigène**. Figurent parmi ces mesures le renforcement de la compétitivité des travailleuses et travailleurs âgés, l'intégration professionnelle des personnes étrangères établies en Suisse et la réintégration facilitée pour les demandeuses et demandeurs d'emplois rencontrant des difficultés. Environ 300 millions de francs seront investis, dont 62.5 millions seront alloués au programme d'impulsion des ORP en faveur des chômeurs âgés. Le Conseil fédéral entend également introduire une prestation transitoire pour les chômeurs en fin de droit âgés de plus de 60 ans dont les recherches d'emplois se sont révélées infructueuses. A ce sujet, il a chargé le DFI de préparer une consultation.<sup>62</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 01.07.2019  
DIANE PORCELLANA

Le **quinzième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE** indique un solde migratoire de ressortissantes et ressortissants de l'UE/AELE de 31'200 personnes en 2018. La stabilité du solde par rapport à l'année précédente s'explique par la faible demande de main-d'oeuvre et une amélioration de la situation du marché du travail dans cette zone. Pour le Portugal, le solde migratoire est à nouveau négatif (-2'600 personnes). L'immigration nette des ressortissantes et ressortissants des Etats tiers est de 23'500 personnes. Le bilan migratoire global atteint

donc 54'600 individus, ce qui correspond à une part de la population immigrée de 32% par rapport au total de la main-d'œuvre suisse. Ainsi, la Suisse figure au deuxième rang au niveau européen, derrière le Luxembourg. L'arrivée d'une main-d'œuvre jeune a pu freiner le vieillissement de la population. Toutefois, la Suisse ne saurait tabler sur l'immigration pour atténuer le vieillissement démographique à long terme, puisque la part de la population en âge typique d'émigrer diminuera dans toutes les régions de l'UE ces prochaines quinze années. L'immigration n'écarte pas la population indigène du marché du travail. L'immigration en provenance de l'UE/AELE renforce la part de personnes hautement qualifiées et apporte, d'après le rapport, une «excellente complémentarité» sur le marché du travail suisse. Elle permet également d'éviter une croissance rapide des hauts salaires en comblant la pénurie de main-d'œuvre. A l'appui des projections conjoncturelles, la Suisse pourrait avoir des difficultés pour recruter de la main-d'œuvre européenne en raison d'un faible niveau de chômage global dans cette zone.<sup>83</sup>

#### MOTION

DATUM: 19.12.2019  
GIADA GIANOLA

Mit einer Motion wollte Andri Silberschmidt (fdp, ZH) den Bundesrat im Dezember 2019 damit beauftragen, das Ausländer- und Integrationsgesetz (AIG) so zu ändern, dass **qualifizierte Mitarbeitende aus Drittstaaten, eine Aufenthaltsbewilligung erhalten könnten, ohne dem bestehenden Kontingentierungssystem zu unterliegen**. Bedingungen dafür wären ein unbefristeter Arbeitsvertrag, Arbeit in einer Branche mit tiefer Arbeitslosigkeit, hohe Qualifikation der Tätigkeit sowie ein hohes Salär. So bestehe in der Schweiz ein Mangel an qualifizierten Fachkräften. Der Bundesrat beantragte, die Motion abzulehnen, zumal die Kontingente für qualifizierte Arbeitskräfte aus Drittstaaten in den letzten Jahren schrittweise erhöht worden seien und nun von der Schweizer Wirtschaft nicht mehr vollständig ausgeschöpft würden. Vor einer Systemänderung sollen zudem alle möglichen Alternativen geprüft werden, wie es auch das Postulat Nantermod (fdp, VS; Po. 19.3651) vorsieht. In der Herbstsession 2021 fügte Bundesrätin Karin Keller-Sutter (fdp) an, dass Drittstaatsangehörige mit einem schweizerischen Hochschulabschluss aus Bereichen mit ausgewiesenem Fachkräftemangel mit der Umsetzung der Motion Dobler (fdp, SG; Mo. 17.3067) bereits unbürokratisch in der Schweiz bleiben könnten. Der Nationalrat lehnte die Motion mit 116 zu 65 Stimmen (bei 11 Enthaltung) ab. Unterstützung erhielt sie lediglich von der Grünliberalen- und der FDP.Liberalen-Fraktion.<sup>84</sup>

#### VERORDNUNG / EINFACHER BUNDESBECHLUS

DATUM: 29.01.2020  
DIANE PORCELLANA

En mai dernier, le Conseil fédéral avait pris des mesures pour que **les entreprises suisses recrutent la main-d'œuvre présente en Suisse**. Début janvier, il a été informé sur l'état de leur mise en œuvre. L'application des mesures se déroule comme prévu. Les premiers projets pilotes et programmes débiteront au printemps 2020. Il est encore nécessaire de créer la base légale pour instaurer une prestation transitoire en faveur des chômeurs de plus de 60 ans en fin de droits. A ce jour, la loi est encore en cours de discussion au Parlement.<sup>85</sup>

#### STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 29.06.2020  
DIANE PORCELLANA

Le **seizième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE** indique un bilan migratoire global de 51'500 personnes en 2019, soit 3'200 immigré.e.s de moins qu'en 2018. Les soldes migratoires des ressortissant.e.s de l'UE/AELE et des Etats tiers ont légèrement diminué par rapport à l'année précédente (UE/AELE: 30'700 personnes en 2019, 31'200 en 2018; Etats tiers: 20'800 en 2019, 23'500 en 2018). Si le principal motif d'immigration des ressortissant.e.s d'Etats tiers est le regroupement familial, c'est l'exercice d'une activité lucrative qui motive les membres de l'UE ou de l'AELE à venir en Suisse. S'agissant du taux d'activité, il a avoisiné les 87.7% pour les ressortissant.e.s de l'UE et les 84.6% pour les ressortissant.e.s suisses. Si le taux de chômage de la population indigène est resté en deçà de la moyenne, il demeurerait néanmoins au-delà de la moyenne pour les ressortissant.e.s de l'UE. Sur la base des taux d'activité et de chômage, le rapport indique que le potentiel de main-d'œuvre, indigène ou étrangère, est utilisé de manière satisfaisante en Suisse. La main-d'œuvre immigrée travaille – en comparaison avec la population active née en Suisse – plus souvent de nuit ou le soir, mais moins le dimanche. Elle exerce plus souvent une activité professionnelle temporaire.<sup>86</sup>

Le Conseil fédéral a prolongé jusqu'à fin 2024 les **mesures d'insertion dans le marché du travail destinées aux demandeurs d'emploi difficiles à placer et aux personnes en fin de droits**. Ces mesures figurent dans le paquet de mesures visant à encourager le potentiel de la main-d'œuvre indigène. A l'origine limitées à 2022, les deux mesures n'ont pas pu être poursuivies en 2020 en raison de la crise du Covid-19. L'assurance-chômage et les cantons disposent donc deux années supplémentaires pour mettre en œuvre le programme d'impulsion visant à réinsérer les demandeurs d'emploi difficiles à placer et le projet pilote facilitant l'accès à des mesures de soutien, à la formation et à l'emploi pour les personnes en fin de droits.<sup>87</sup>

### Kollektive Arbeitsbeziehungen

Der bilaterale Vertrag mit der EU über den freien Personenverkehr gab auf Arbeitnehmerseite zur Befürchtung Anlass, dass damit ein Lohn- und Sozialdumping verbunden sein könnte, da beim Inkrafttreten des Abkommens nach einer zweijährigen Übergangsfrist die Prüfung der Arbeitsverträge von ausländischen Arbeitnehmenden durch die Behörden entfällt. Ohne Gegenmassnahmen könnten Arbeitskräfte aus dem EU-Raum zu Tiefstlöhnen eingestellt werden, was unweigerlich Auswirkungen auf das generelle Lohngefüge in der Schweiz hätte. Das Volkswirtschaftsdepartement schlug deshalb drei **flankierende Massnahmen** vor. Für Beschäftigte und Firmen, die vorübergehend in der Schweiz tätig sind, wird – analog zur Regelung in der EU – ein **Entsendegesetz** geschaffen, welches Mindestgarantien betreffend Lohn- und Arbeitsbedingungen vorschreibt. Wenn bei einer Firma mit ständigem Sitz in der Schweiz eine missbräuchliche Unterschreitung der orts- und branchenüblichen Löhne festgestellt wird, soll eine tripartite Kommission (Vertreter der Sozialpartner und der Behörden) bestehende GAV erleichtert allgemeinverbindlich erklären oder – für Branchen ohne GAV – regionale Normalarbeitsverträge erlassen können.

Bei zwei der drei Vorschläge (Entsendegesetz, Normalarbeitsverträge) einigten sich die Sozialpartner zumindest in der allgemeinen Stossrichtung relativ rasch. Umstritten blieb hingegen auch nach einem ersten dreigliedrigen Gespräch die erleichterte Allgemeinverbindlichkeitserklärung der GAV sowie das Quorum für die Beschlüsse innerhalb der tripartiten Kommission. Der Arbeitgeberverband, der sich anfänglich gegen jegliche erleichterte Allgemeinverbindlichkeitserklärung gewehrt hatte, wollte diese zumindest allein auf die Löhne beschränken, da die generellen Arbeitsstandards mit den geltenden Gesetzen genügend gesichert seien; zudem verlangte er, die Quoren seien gleich zu handhaben wie bei jenen GAV, die nicht unter die Missbrauchsbekämpfung fallen. Dem entgegneten die Gewerkschaften, ohne allgemeinverbindliche GAV zu allen Bereichen der Arbeit würden die vorgesehenen Massnahmen zur Leerformel verkommen, da damit grundlegende Errungenschaften (Zulagen, Ferien, Arbeitszeit, Weiterbildung usw.) der inländischen Arbeitnehmerschaft bei den ausländischen Beschäftigten nur so weit eingehalten werden müssten, wie es das Gesetz vorsieht. Zudem war für die Gewerkschaften die vorgesehene hälftige Sperrminorität der Arbeitgeber nicht akzeptabel. Für sie sollte bei Missbräuchen eine Unterstellungsquote von 30% der Arbeitnehmenden einziges Kriterium für eine Allgemeinverbindlichkeitserklärung sein.<sup>88</sup>

Nur wenige Tage nach dem Scheitern der tripartiten Gespräche gab der **Bundesrat** seine eigenen Vorschläge in eine kurze Vernehmlassung. Neben den unbestrittenen Massnahmen schlug er bei der erleichterten Allgemeinverbindlichkeitserklärung vor, die **Quoren von 50 auf 30 Prozent zu senken** (30% der Arbeitgeber, welche mindestens 30% der Arbeitnehmenden beschäftigen) und – über die Löhne hinausgehend – weitere Arbeitsbedingungen wie Ferien und Arbeitszeiten mit einzubeziehen. Die Allgemeinverbindlichkeitserklärung sollte allerdings nur erfolgen können, wenn **„erhebliche und wiederholte“ Missbräuche** vorliegen. Damit waren die Sozialpartner erneut nicht einverstanden. Der Arbeitgeberverband monierte, der Vorschlag führe zu einer Überregulierung im Arbeitsmarkt; die Gewerkschaften befanden, das Wort „erhebliche“ sei zu restriktiv.<sup>89</sup>



**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 01.03.1999  
MARIANNE BENTELI

In seiner **Botschaft** ans Parlament schwächte der Bundesrat den umstrittenen Terminus ab und sprach bei den Normalarbeitsverträgen und der Allgemeinverbindlichkeit nur noch von **wiederholte Missbräuchen**. Den Arbeitgebern kam er insofern entgegen, als er nicht alle Regelungen der GAV zur Allgemeinverbindlichkeitserklärung freigeben wollte, sondern nur jene über den **Lohn** und die **Arbeitszeit**. Bei den Quoren hielt er an seinem ersten Vorschlag fest. Damit war ein Kompromiss erreicht, der es den Sozialpartnern ermöglichte, ohne Gesichtsverlust und ohne Referendumsdrohung auf das bilaterale Abkommen über den freien Personenverkehr einzutreten.<sup>90</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 02.09.1999  
MARIANNE BENTELI

Dem **Ständerat** lag ein Antrag seiner Kommission vor, welche die vom Bundesrat vorgeschlagenen Kriterien deutlich verschärfen wollte. So sollten die tripartiten Kommissionen nur mit Normalarbeitsverträgen oder der Allgemeinverbindlichkeitserklärung von GAV intervenieren können, wenn die branchenüblichen Löhne **„deutlich und mehrfach in rechtsmissbräuchlicher Weise“** unterschritten werden. Für diese sehr restriktive Definition – insbesondere erlaubt der Begriff „rechtsmissbräuchlich“ einen viel geringeren Ermessensspielraum als „missbräuchlich“ – setzten sich vor allem bürgerliche Abgeordnete aus der Ostschweiz (Forster, fdp, SG und Schmid, cvp, AI) ein. Bekämpft wurde sie von den Vertretern der Linken sowie vom Tessiner Freisinnigen Marty, der argumentierte, die Verschärfung sei nicht nur juristisch unhaltbar, sondern auch eine unnötige Provokation an die Adresse der Gewerkschaften. Schliesslich setzte sich ein Kompromissantrag durch, wonach eingegriffen werden kann, wenn die branchenüblichen Löhne **„deutlich und mehrfach in missbräuchlicher Weise“** unterboten werden. Beim Entsendegesetz brachte Ständerat Jenny (svp, GL) zwei zusätzliche Bestimmungen durch. Danach dürfen die Abzüge für Unterkunft und Verpflegung das ortsübliche Mass nicht überschreiten; der Bundesrat wird zudem ermächtigt, von ausländischen Arbeitgebern den Nachweis zu verlangen, dass sie die gesetzlich vorgegebenen Sozialabgaben entrichten. Die **Quoren** in den tripartiten Kommissionen führten ebenfalls zu längeren Diskussionen. Auf Antrag von Merz (fdp, AR) beschloss das Plenum schliesslich – gegen den Willen der Linken und von Bundesrat Couchepin – mit 21 zu 20 Stimmen, dass auch im Missbrauchsfall eine Ausdehnung des GAV nur vorgegeben werden kann, wenn 30% der Arbeitgeber, die 50% der Arbeitnehmer einer Branche beschäftigen, zustimmen. In der Gesamtabstimmung wurden die flankierenden Massnahmen einstimmig angenommen.<sup>91</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 15.09.1999  
MARIANNE BENTELI

Der **Nationalrat** korrigierte die etwas wirtschaftslastigen Beschlüsse des Ständerates und entschied mit 114 zu 57 Stimmen, dass eine Intervention der tripartiten Kommission möglich wird, wenn die Löhne **„wiederholt in missbräuchlicher Weise“** unterboten werden. In der Frage den **Quoren** sprach er sich jedoch für die Variante des Bundesrates (**je 30%**) aus. Dafür votierten neben den Vertretern des links-grünen Lagers auch die Abgeordneten der CVP und der LPS. Zustimmung fand der Ständerat hingegen mit seinem Willen, bei Normalarbeitsverträgen lediglich die Löhne, nicht aber die Arbeitszeiten der Missbrauchsbekämpfung zu unterstellen sowie bei den neu eingeführten Bestimmungen über die Unterkunft und die Sozialabgaben. In den beiden strittigen Punkten (Definition des Lohndumpings, Quoren für die Allgemeinverbindlichkeit von GAV im Missbrauchsfall) schloss sich der **Ständerat** in der Herbstsession – allerdings erst nach einer Zwischenrunde – **der grossen Kammer an**, worauf die Vorlage (nach Bereinigung weiterer kleinerer Differenzen) definitiv verabschiedet werden konnte.<sup>92</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 14.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Als flankierende Massnahmen zur **Erweiterung des Personenfreizügigkeitsabkommens auf die neuen EU-Staaten**, die den Schweizer Arbeitsmarkt vor Lohndrückerei und schlechteren Arbeitsbedingungen schützen sollen, schlug der Bundesrat vor, die Allgemeinverbindlichkeitserklärung von Gesamtarbeitsverträgen zu erleichtern und eine Verstärkung der Kontrollen vorzusehen. Rund 150 Inspektoren sollen darüber wachen, dass die üblichen Lohn- und Arbeitsbedingungen von den zugewanderten Arbeitskräften nicht unterschritten werden, wobei der Bund die Hälfte der Lohnkosten dieser Inspektoren übernimmt; sie sollen jene Kontrollen und Untersuchungen durchführen, die den 2003 eingeführten tripartiten Kommissionen als Grundlage ihrer Beschlüsse dienen.<sup>93</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 14.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Im **Ständerat** war das Eintreten auf das Zusatzprotokoll und die flankierenden Massnahmen unbestritten. In der Detailberatung beantragte eine Minderheit Schmid (cvp, AI), für die Allgemeinverbindlichkeitserklärung eines Gesamtarbeitsvertrages das bisherige Quorum von 30% der Arbeitgeber und 30% der Arbeitnehmer zu belassen, dies wurde vor allem mit den Interessen der KMU begründet. Die Mehrheit der Kommission beantragte, dem Bundesrat zu folgen, wonach das Quorum der Arbeitgeber aufgehoben und dasjenige der Arbeitnehmer auf 50% erhöht wird. Mit 24 zu 13 Stimmen folgte der Rat der Mehrheit der Kommission. Mit 27 zu 6 wurde ein weiterer Antrag Schmid abgelehnt, die flankierenden Massnahmen erst nach Aufhebung der arbeitsmarktlichen Beschränkungen (2011) in Kraft zu setzen und auf sieben Jahre zu beschränken.<sup>94</sup>

**BUNDESRATSGESCHÄFT**  
DATUM: 17.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Im **Nationalrat** stellte Gutzwiller (fdp, ZH) den Ordnungsantrag, das **Zusatzprotokoll** und die **flankierenden Massnahmen** in einem Genehmigungsbeschluss **zusammenzufassen**. Der Stimmbürger könne doch nicht über die Erweiterung der Personenfreizügigkeit auf die neuen EU-Staaten entscheiden, ohne zu wissen, mit welchen Massnahmen Lohndumping bekämpft werde. Mit 120 zu 46 Stimmen stimmte der Rat diesem Antrag zu. In der Detailberatung übernahm der Rat mehrheitlich die Beschlüsse des Ständerates. Mit 75 zu 57 Stimmen folgte der Nationalrat insbesondere einem Antrag Bühler (fdp, SH) und damit Bundes- und Ständerat und beschränkte die Meldepflichten für die Arbeitgeber gegenüber den zuständigen Kontrollbehörden auf die Identität, die Tätigkeit und den Arbeitsort der in die Schweiz entsandten Arbeitnehmer. Die Kommission hatte auch die Löhne und die Arbeitszeiten in die Meldepflicht einbeziehen wollen. Eine Minderheit Kaufmann (svp, ZH) beantragte, auf die Anstellung von Inspektoren zu verzichten, die rund CHF 20 Mio. pro Jahr kosten; es sei an den in den tripartiten Kommissionen vertretenen Sozialpartnern, diese Kontrollen zu übernehmen. Bundespräsident Deiss konterte, wenn man Kontrollen wolle, so müsse man auch die notwendigen Mittel zur Verfügung stellen. Der Antrag Kaufmann wurde mit 124 zu 47 Stimmen abgelehnt. Gegen einen Antrag Germann (svp, SH), der Festhalten an den getrennten Vorlagen beantragte, da sonst die Möglichkeit entfalle, frei entscheiden zu können zwischen Ausdehnung der Personenfreizügigkeit mit oder ohne flankierende Massnahmen, stimmte der Ständerat in der Differenzbereinigung der Zusammenfügung mit 27 zu 7 Stimmen zu, worauf die Vorlage von beiden Kammern definitiv verabschiedet werden konnte.<sup>95</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2004  
MARIANNE BENTELI

Auf den 1. Juni traten die Übergangsbestimmungen zum **Personenfreizügigkeitsabkommen** zwischen der Schweiz und der EU in die **zweite Phase**. Schweizerinnen und Schweizer haben ab diesem Zeitpunkt freien Zugang zum Arbeitsmarkt der bisherigen 15 EU-Länder. Umgekehrt bleiben die Kontingente für EU-Angehörige bis 2007 bestehen, wobei allerdings der Vorrang inländischer Arbeitskräfte und die systematische Kontrolle aller neuen Arbeitsverträge bezüglich Lohn- und Arbeitsbedingungen entfallen. Dafür greifen die 1999 beschlossenen flankierenden Massnahmen, die ein Lohn- und Sozialdumping verhindern sollen.<sup>96</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 25.09.2005  
HANS HIRTER

In der Volksabstimmung vom 25. September hiess das Volk mit einer Mehrheit von 56% die Erweiterung des **Personenfreizügigkeitsabkommens** auf die zehn neuen EU-Mitgliedsstaaten sowie die flankierenden Massnahmen gut. Dank diesen vom Parlament beschlossenen flankierenden Massnahmen zur Verhinderung von Lohndumping hatten die Gewerkschaften und in ihrem Gefolge die SP, die GP und die PdA ihre ursprünglichen Einwände aufgegeben und die Vorlage auch in der Volksabstimmung unterstützt. An der Unterschriftensammlung für das Referendum beteiligte sich allerdings neben der SVP und den Schweizer Demokraten auch ein aus der äusseren Linken und einzelnen Funktionären des SGB und seiner Mitgliedergewerkschaften gebildetes Komitee.<sup>97</sup>

Der Nationalrat stimmte diskussionslos einem Postulat Fehr (sp, SH) zu, das vom Bundesrat eine jährliche, nach Kantonen differenzierte Berichterstattung über den **Vollzug der flankierenden Massnahmen** verlangt. Diese flankierenden Massnahmen sind schweizerisches Recht und gelten daher für **im Ausland ansässige Personalverleihungsfirmen** nicht. Deren Tätigkeit ist in der Schweiz zwar grundsätzlich verboten, kann von den Kantonen jedoch in bestimmten Fällen erlaubt werden. Obwohl diese Regelung für Ausnahmefälle geschaffen wurde, bei denen in der Schweiz gar kein geeignetes Personal rekrutierbar ist (z.B. für hochspezialisierte Reinigungs- und Wartungsarbeiten in Kernkraftwerken), bestand die Gefahr, dass diese Bestimmung in Zukunft zur Umgehung der flankierenden Massnahmen ausgenutzt werden könnte. Der Nationalrat überwies deshalb einstimmig und im Einvernehmen mit dem Bundesrat eine Motion Gysin (fdp, BL) (Geschäft: 04.3712) für eine Aufhebung dieser Ausnahmeregelung; die kleine Kammer schloss sich diesem Entscheid an.<sup>98</sup>

- 1) Etude de Prognos S.A. de Bâle (NZZ, 24. 30.1.80; USS, 4, 31.1.80; BaZ, 27. 1.2.80). Etude du Bureau International du Travail (24 Heures, ats, 260, 7.1.80). Cf. également NZZ, 41, 16.2.80; 47, 26.2.80; 72, 26.3.80; BaZ, 224, 24.9.80.; FF, II, 1980, p. 1578; Revue syndicale suisse, 72/1980, p. 227s.; SMUV-Zeitung, 38, 17.9.80; 40, 1.10.80; 47, 19.11.80; 48, 26.11.80; Suisse, 326, 21.11.80; BaZ, 274, 21.11.80; USS, 38, 26.11.80.; TLM, 226, 3.7.80; VO, 32, 15.8.80; NZZ (sda), 188, 15.8.80; 190, 18.8.80; Ww, 34, 20.8.80.
- 2) BO CE, 1985, p. 461; BO CN, 1985, p. 1259 s.; La Vie économique, 59/1986; RO, 1985, p. 648 ss.; Rapp. gestion, 1985, p. 282; Rothschild (1985). Beschäftigungsmöglichkeiten: Verlust und Gewinn an Arbeitsplätzen. Sind Arbeitsplätze in Zukunft knapp?; Schelbert-Syfrig (1985). Arbeitswelt im Umbruch: Ein Überblick.; Schelbert-Syfrig (1985). Zur Arbeitsmarktforschung in der Schweiz.; TA, 16.1.85; Suisse, 5.4., 15.11. et 19.11.85; 24 Heures, 22.4.85; Domaine public, 12.12.85.
- 3) La Vie économique, 62/1989, no 4, p. 22 ss.; Presse du 16.2.89.
- 4) Hug (1989). Dynamik, Knappheit, Chancen: Bemerkungen zu Konjunktur und Arbeitsmarkt.; Presse vom 15.2. und 14.4.89; BaZ, 4.3.89; TA, 2.5. und 29.6.89; Vr, 17.5.89; NZZ, 6.1., 24.1. und 1.2.90.; Sheldon (1989). Die Dynamik der Arbeitslosigkeit in der Schweiz. Schlussbericht zum Forschungsprojekt "Risiko und dauer der Arbeitslosigkeit".
- 5) Hug (1989). Arbeitsmarktpolitik mit veränderten Vorzeichen.; Presse vom 7.1.89; NZZ, 24.5.89; BZ, 31.5.89.
- 6) Lit. Franck
- 7) NZZ, 1.7.91. Siehe auch SPJ 1989, S. 185.
- 8) Presse vom 5.9.91.
- 9) JdG und TW, 24.10.91.
- 10) Amtl. Bull. NR, 1991, S. 1861 ff. Zum strukturell bedingten Anstieg der Arbeitslosigkeit siehe SGT, 13.7.91; Bund, 27.12.91.
- 11) Die Volkswirtschaft, 65/1992, Nr. 5, S. 8\*
- 12) Presse vom 15.11.91 und 10.1.92.
- 13) Die Volkswirtschaft, 66/1993, Nr. 5, S. 8\* f.; Presse vom 20.1.92.
- 14) Presse vom 4.2.92.
- 15) Presse vom 26.2.92. Vgl. dazu auch C. Cornioley, "Zwei unterschiedliche Statistiken für die Messung der Arbeitslosigkeit in der Schweiz", in Die Volkswirtschaft, 65/1992, Nr. 6, S. 28 ff.
- 16) Amtl. Bull. NR, 1992, S. 2148 ff.; Amtl. Bull. StR, 1992, S. 727 ff.; Bund, 7.9.92.
- 17) Presse vom 8.1.93; R. Müller, "Zur Entwicklung der Arbeitslosigkeit", in Die Volkswirtschaft, 66/1993, Nr. 1, S. 16 ff.; LNN, 11.9.92.
- 18) Amtl. Bull. NR, 1992, S. 2155. C. Cornioley, "Zwei unterschiedliche Statistiken für die Messung der Arbeitslosigkeit in der Schweiz", in Die Volkswirtschaft, 65/1992, Nr. 6, S. 28 ff.; B. Buhmann, "Die schweizerische Arbeitskräfteerhebung: Einblick in die Arbeitswelt", in Die Volkswirtschaft, 65/1992, Nr. 10, S. 42 ff.; Presse vom 26.2.92. Siehe auch SPJ 1991, S. 202 f.
- 19) Amtl. Bull. NR, 1992, S. 584 ff. und 599 ff.
- 20) Amtl. Bull. NR, 1993, S. 2145 f.
- 21) SHZ, 13.1.94
- 22) Presse vom 21.2.96.
- 23) Die Volkswirtschaft, 71/1997, Nr. 5, S. 3\*
- 24) Amtl. Bull. StR, 1998, S. 190 f. Siehe SPJ 1997, S. 233.
- 25) Amtl. Bull. NR, 1998, S. 1521 f.10
- 26) Lit. Vuille.
- 27) Bund, 29.12.99.
- 28) Die Volkswirtschaft, 2000, Nr. 5, S. 22\*.
- 29) Die Volkswirtschaft, 2001, Nr. 8, S. 87\* (provisorische Zahlen).
- 30) Birchmeier, Urs, „Wachsende Bedeutung der selbständigen Erwerbsarbeit in der Schweiz“, in Die Volkswirtschaft, 2000, Nr. 10, S. 52-56.9
- 31) AB SR, 2000, S. 265 f.12; Presse vom 11.3.00; LT, 15.5.00; NZZ, 22.7.00. Wie eine Studie der Universität Bern ermittelte, hat die Internetwirtschaft in den letzten Jahren rund 10 000 neue Arbeitsplätze geschaffen (TA, 28.2.00).11; Siehe stellvertretend dazu AB NR, 2000, S. 445 und 1200. Vgl. auch unten, Teil I, 8a (Berufsbildung).10
- 32) Presse vom 30.5., 29.8., 28.11.01 und 1.3.02.9
- 33) AB NR, 2001, VI, Beilagen, S. 483 ff. Siehe unten, Teil I, 7d, Ausländerpolitik. Zum geltend gemachten Arbeitskräftemangel nach Branche vgl. LT, 15.6.01. Für Weiterbildungsmassnahmen zu Gunsten von weniger qualifizierten Arbeitnehmenden sowie von Frauen siehe unten, Teil I, 8a (Berufsbildung). 10
- 34) Lit. Henneberg / Souza-Posa; TA, 27.6.01; Presse vom 21.11.01; Bund, 23.11.01 (Arbeitgeberpräsident Hasler). 11
- 35) Presse vom 23.10.02; LT, 22.11.02.
- 36) Presse vom 31.5., 30.8., 29.11.02 und 25.2.03.
- 37) Presse vom 7.6.03
- 38) AB NR, 2003, S. 1226; Siehe dazu auch eine Studie der Stiftung Avenir Suisse (NZZ, 20.2.03)
- 39) Lit. Die Volkswirtschaft, 2003, Nr. 8. Zu den Gründen, die in der Schweiz zum frühzeitigen Rücktritt aus dem Erwerbsleben führen, siehe CHSS, 2003, S. 115-117 sowie unten, Teil I, 7c (AHV).
- 40) Presse vom 18.5.05; Die Volkswirtschaft, 2005, Nr. 7/8, S. 93.
- 41) Presse vom 18.5.05.
- 42) Die Volkswirtschaft, 2006, Nr. 7/8, S. 85.
- 43) TA, 22.2.06.
- 44) Lit. Gächter; Presse vom 5.9.06.
- 45) AB NR, 2006, S. 1572; AB SR, 2006, S. 664
- 46) Presse vom 9.10. und 3.11.07. Internet-Seiten des BFS und des Seco. Zum Freizügigkeitsabkommen mit der EU siehe unten, Teil I, 7d (Ausländerpolitik).
- 47) AB NR, 2008, S. 81
- 48) AB NR, 2008, S. 706 ff.

- 49) BaZ und Bund, 9.12.08.  
50) Internet-Seite des BFS.  
51) AB NR, 2009, S. 225; AB SR, 2009, S. 583.  
52) Internetseite des BFS.  
53) Internetseite des Bfs.  
54) Mo. 09.3315: BO CN, 2011, p. 210 s.; BO CE, 2011, p. 654 s.  
55) MCF 10.110: BO CE, 2011, p. 494 ss.; BO CN, 2011, p. 1606 ss.; NZZ, 9.6. et 23.9.11.  
56) OFS : Statistique de la population active occupée 2011.  
57) Communiqué du Conseil fédéral du 18.4.12; NZZ et Lib., 19.4.12.  
58) Communiqué du Seco du 11.9.12; NZZ, 12.9.12.  
59) Po. 12.3166, BO CN, 2012, p. 1790.  
60) MCF: 12.047: BO CE, 2012, p. 867 ss.; BO CN, 2012, p. 2034 ss.; NZZ, 5.4.12.  
61) Communiqué du Seco du 19.12.12; NZZ, 20.12.12.  
62) Communiqué de l'OFS du 26.3.13.  
63) Communiqué du Seco du 25.5.12; NZZ, 26.5.12 ; Litt. Seco (huitième rapport) et Gaillard.  
64) Mo. 12.4129: BO CN, 2013, p. 508.  
65) Communiqué du DFJP du 24.4.13; Presse du 25.4.13.  
66) Communiqué du DFJP du 28.8.13; NZZ, 29.8.13.  
67) Po. 13.3382: BO CE, 2013, p. 920 s.  
68) Communiqués du Seco du 21.5. et 6.11.13 ; Litt. DFE.  
69) Mo. 13.3668: BO CE, 2013, p. 870; BO CN, 2013, p. 2149.  
70) Communiqué de l'OFS du 13.2.14.  
71) Communiqué du Seco du 11.6.13; NZZ, 12.6.13; Litt. Seco, Favre et al.  
72) Communiqué du Seco du 5.5.14; NZZ et TdG, 6.5.14.  
73) MCF 13.067: FF, 2013, p. 6215 ss.  
74) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15  
75) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15  
76) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15  
77) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15  
78) Communiqué de presse SECO 28.6.17; Communiqué de presse SECO du 16.6.17; Rapport SEM du 11.17  
79) Communiqué de presse SECO du 27.6.18  
80) Communiqué de presse SECO 3.7.18; Rapport SECO du 3.7.18  
81) Communiqué de presse du SECO du 7.12.18; Rapport du CF du 7.12.18  
82) Communiqué de presse CF du 15.5.19  
83) Communiqué de presse SECO du 1.7.19; Rapport SECO du 1.7.19; LT, 2.7.19  
84) AB NR, 2021, S. 2029; Mo. 19.4517  
85) Communiqué de presse du SECO du 29.1.20  
86) Communiqué de presse du SECO du 29.6.20; Rapport SECO du 29.6.20; NZZ, 30.6.20  
87) Communiqué de presse du Conseil fédéral du 25.11.2020  
88) LT, 8.1.99; BZ, 12.1.99; NZZ, 21.1.99; TG, 23.1.99; Presse vom 29.1.99.  
89) Presse vom 4.2.99.  
90) BBl, 1999, S. 6128 ff.  
91) Amtl. Bull. StR, 1999, S. 659 ff. und 678 ff.  
92) Amtl. Bull. NR, 1999, S. 1604 ff. und 1628 ff.; Amtl. Bull. StR, 1999, S. 726 ff., 837 ff. und 992; Amtl. Bull. NR, 1999, S. 1756 ff. und 2304 f.; BBl, 1999, S. 6480 ff.  
93) BBl, 2004, S. 6565 ff.  
94) AB SR, 2004, S. 731 ff., 744 ff. und 749 ff.  
95) AB NR, 2004, S. 1974 ff.; AB NR, 2004, S. 2004 ff.; AB NR, 2004, S. 2033; AB NR, 2004, S. 2192 f.; AB SR, 2004, S. 886  
96) Presse vom 18.5. und 1.6.04. Zur Umsetzung der flankierenden Massnahmen setzte Bundespräsident Deiss Ende Oktober eine Task-Force ein (NZZ, 29.10.04). Zu den ersten Ergebnissen des Observatorium-Berichts von Seco, BFM und BFS, der keine bedeutenden Auswirkungen auf Arbeitslosigkeit und Lohnniveau feststellte, vgl. Presse vom 29.6.05. Das sahen die Gewerkschaften und Teile der Arbeitgeberschaft allerdings anders. Die meisten Probleme scheinen sich dort zu stellen, wo ausländische Temporärfirmen Personal (insbesondere im Baugewerbe) in die Schweiz vermitteln (TA, 20.9., 27.10. und 10.12.04; SGT, 28.9.04; Presse vom 22.10.04. Siehe dazu auch die Stellungnahme des BR zu Fragen im NR (AB NR, 2004, S. 1402, 1405, 1543 f. und 2195) sowie drei überwiesene Kommissionspostulate des NR, die eine gezieltere Überwachung der Entwicklungen anregten (AB NR, 2004, S. 2033).  
97) NLZ, 11.1.05 (Referendumskomitee).  
98) AB NR, 2005, S. 1975; AB NR, 2005, S. 452; AB SR, 2005, S. 769